

# Informations Correspondance Ouvrières

## SOMMAIRE

p.1	Liaisons- finances.
p.2	Correspondance
p.5	France, des travailleurs: Renault-Chausson- Jeumont- Tudor- Parisien Libéré.
p.7	Elections aux Assurances Générales de France.
p.14	Organisations et mouvement ouvrier.
p. 17-24	des grèves sauvages en France? Renault-Gibert- S.N.C.F. Electro-mécanique
p.18	Espagne- Belgique
p.20	Le rôle des syndicats
p.22	Sous les drapeaux du nationalisme
p.27	Grande-Bretagne: la grève chez Ford.
p.31	Publications.

LE NUMÉRO

mensuel



PUBLICATIONS /

en français:

OBJECTEURS de CONSCIENCE: nous ne pouvons faute de place, citer les lettres de objecteurs touchant les différentes manifestations dont la presse parle- à l'occasion- Les camarades qui désirent recevoir les communiqués du S.O.C. doivent s'adresser à: SOC 3 impasse Chartière, 75 Paris, 5ème.

LE GAUCHISTE - Jösset, 1 Avenue Molière, 77-Montereau.

N° 2- Fév.69- Au sommaire: Monnaie et capital- répression et St Nicolas- Courrier- Grève de mai chez Nodet - **Sucrierie- Le Chaos Sexuel- Notes sur l'autogestion- Hongrie 1956- Appel..prophétique - la situation à Nanterre- Lycée de Montereau.** ( voir la profession de foi de ce bulletin dans ICO N° 77-p.29)

VOULOIR - journal du mouvement inter-lycées angevins des CAL.

Au sommaire du N°1: le point dans les différents lycées- le foyer socio-culturel du lycée David d'Angers- propositions pour un lycée libéral (Tribune libre) (demander à ICO).

Les enfants d'UBU et COCA-COLA à la reconquête de leur espace vital: publié par quelques membres des comités d'action de Lille et autres marginaux - dont il est parlé dans ce bulletin (demander à ICO).

BELIBASTE - 25 rue des Boulangers- annonce la publication, entre autres, de : " Le Mouvement Makhnoviste (Archinoff)- Les Isvetzia de Cronstadt- les leçons de la Révolution espagnole (Vernon Richards)- lettres de prison de Rosa Luxembourg- en souscription, ou contre-remboursement.

EXPOSE de R. M.ROCELLIN: sur le maintien de l'ordre- discours à l'Assemblée nationale du 14/II/68- (extraits dans ICO N° 76-déc.68,p.15).- supplément à Tri continental N° 4, ou revue Liaisons, 9 Bd du Palais- Paris, 4è- ou Journal Officiel- Débats parlementaires- Assemblée nationale 15/II/68.

PASSER-OUTRE: ( ... Girard- poste restante- 114 bis rue d'Alésia-Paris 14ème).

N° 3- 24 février 69- la gare de l'Est, une manif de masse- Nanterre, le 26 mars 68- Comment chasser le flic de votre tête- un exclu de la CGT fait son auto-critique - Strasbourg, la contestation à l'ombre de la cathédrale- Prisons en Espagne- Participation bidon-.

TEXTE ECRIT COLLECTIVEMENT par des ETUDIANTS: en histoire et géographie de Lyon (demander à ICO): 1°/Le système d'enseignement comme système de sélection- 2°/ la sélection comme sélection de classe- 3°/ la sélection comme apprentissage de la vie sociale- 4°/ la crise du système de sélection et du savoir universitaire- 5°/ Rappel: le rôle de l'histoire et de la géographie- 6°/ l'histoire- 7°/- la géographie.  
Conclusion: historiens et géographes sont des vers grouillants sur des cadavres- la cause est entendue- l'audience est levée-.

en espagnol:

ESPOIR: CNT-AIT- N° 366 à 371 - Bourse du travail, Place St Sernin 31- Toulouse.

LA BATALLA: P O U M - N° 167- Déc. 68- 5 Rue Aubriot- Paris 4ème.

oooooooo

DEMANDES / des camarades d'I.C.O. cherchent (propositions à ICO):

- L'Encyclopédie Anarchiste de Sébastien Faure- 4 tomes, neuf ou occasion- plus spécialement: les Nos d'ICO suivants: 1-3-4-5-6-7-8-10-II-13-17-27-28-29-30-45-47-56-61-65-67-71-74- Le camarade (ou les) qui avait demandé les Nos: 3-5-7- et 47- est prié de se faire connaître, on a récupéré un exemplaire de chaque- Si vous avez de vieux numéros, ou si vous jetez ICO après l'avoir lu, ne les détruisez plus, retournez nous les, nous en avons l'usage. En périodique le tarif postal n'est que 0f07 par 100gr.

disponibles: numéros anciens d'ICO: textes anciens de 59 et 60 - 50-51-52-53-54-55-56-58-59-60-62-64-66-68-73-75-76-77- et 78-



# licitions

## Réunion des camarades de Paris

17 présents- Assurances Générales de France- Cabinet d'architecte-  
Chausson- Livre-(Petite boîte)- Université (Sciences Paris, Lettres  
Paris et Vincennes, Droit Paris)- Jeumont- Lang-(livre)- Métallurgie  
(petite boîte) Le Monde (presse) - Parisien Libéré (Travail temporaire)  
Renault.

1/ Problèmes matériels : un local est mis à la disposition d'ICO pour la somme  
de 200 frs par mois. Nous pourrons y tenir les réunions, y assembler ICO et d'ici quelque  
temps y avoir une sorte de permanence permettant les contacts, l'accomplissement des  
tâches matérielles,

Pour couvrir cette dépense ainsi que l'augmentation des frais de tirage d'ICO  
après discussion, il est envisagé:

- de demander aux camarades de Paris de faire un versement minimum lors de  
chaque réunion et à tous les camarades, dans la mesure du possible, de verser  
une contribution, régulière, de soutien à I.C.O.
- de porter le prix du numéro d'I.C.O. à 1 fr. et l'abonnement annuel à 10 Frs  
( c'est aussi l'avis exprimé par un camarade de Marseille).

2/ Dates et lieu des prochaines réunions: Les réunions se tiendront dans le local  
mis à notre disposition, chaque quinzaine, alternativement un vendredi soir et un samedi  
après midi- autant que possible les premier vendredi et troisième samedi de chaque mois.  
Les dates des réunions seront publiées dans I.C.O. au moins un mois à l'avance. Pour mars  
et avril, les réunions auront lieu les:

- Vendredi 7 mars à 19h30
- Samedi 22 mars à 14h30
- Vendredi 11 avril à 19h30
- Samedi 22 avril à 14h30

Les camarades qui veulent assister aux réunions nous demandent l'adresse.

3/ Souscriptions spéciales: voir I.C.O. N° 78- page I- février 69).

- pour l'achat de machines:

C (Marseille) 250 F, V (Marseille) 25 F

- pour le tirage de brochures:

C (Marseille) 250 F, V (Marseille) 25 F

Nous rappelons aussi l'appel lancé par des camarades d'Angers pour couvrir  
les frais de procès et amendes pour "injures à l'armée".

4/ Critique du bulletin de février N° 78

- Les Comités d'Action Renault ( voir ICO N° 77- janvier 69) : un camarade  
de Renault se déclare entièrement d'accord avec l'article : il est normal de situer  
exactement la position du militant CFDT en cause, étant donné sa position à la RNUR.

- ITALIE: grève chez Pirelli, à Milan: l'article écrit directement en français  
par un camarade italien est assez imprécis à cause d'une mauvaise traduction qu'il n'a  
pas été possible d'éclaircir sans en modifier le sens. Un article du Nouvel Observateur  
cite l'usine Pirelli comme exemple de lutte où les ouvriers fixent eux-mêmes les cadences:  
il s'agit sans doute de grèves plus récentes que celles relatées dans l'article d'ICO.



- Espagne: voir article sur l'Espagne.

5/ Publications: on demande un camarade pouvant lire couramment l'italien auquel nous adresserions les journaux reçus d'Italie pour qu'il puisse faire ce que d'autres font pour les publications en anglais, espagnol et français. Tous les camarades d'ICO peuvent participer à cette rubrique en signalant en quelques lignes documentaires ou critiques les articles intéressants qu'ils peuvent avoir lu. Cette rubrique pourrait ainsi être plus étendue, plus intéressante et ne pas reposer sur quelques camarades

6/ Rencontre nationale: des camarades de Marseille, Montpellier et Toulouse, ont donné une réponse favorable à l'organisation d'une telle rencontre. Voici la lettre des camarades de Toulouse:

" nous trouvons votre initiative pour deux rencontres, une sur le plan national et l'autre sur le plan international, des groupes et camarades proches des idées d'I.C.O. excellente. Et nous serions intéressés à y participer. Vue la situation actuelle de préparation de nouveaux mouvements révolutionnaires qui dépasseront mai, il nous semble que le sujet de discussion le plus urgent, est certainement celui de la nécessité d'une coordination des courants révolutionnaires "à gauche du trotskysme".

D'autres camarades se proposent de faire précéder cette rencontre sur le plan national de rencontres sur le plan régional. Aucune date n'a été avancée jusqu'à présent certains camarades de Paris proposant soit la Pentecôte (25 mai) soit un week-end en juin.

Aucun lieu n'a été avancé: Paris est la suggestion qui vient à beaucoup sur la facilité des communications. Mais les camarades de Paris souhaiteraient pour éviter une centralisation excessive et un surcroît de tâches matérielles que ça se passe ailleurs.

7/ Rencontre Internationale: ( voir ICO N° 77- janvier 69): aucune réponse aux propositions d'une rencontre dans le courant de juillet.

oooooooo

### C O R R E S P O N D A N C E

Un tract de Chambéry: " nuit du 24 au 25 janvier: le gymnase du lycée Vaugelas brûle. Samedi 26: Guerini arrêté ainsi que deux militants du CAL. Toutes les centrales syndicales sauf l'UNEF s'alignent sur l'opinion entretenue par la presse bourgeoise et servile (D.L. Progrès Monde). Cette manœuvre des organisations du pouvoir isole les militants du CAL, afin d'affermir la répression: interrogatoires, filatures, assignations à résidence. Ce battage fait passer cet acte soit comme " un acte d'illuminisme irresponsable" soit comme " le sabotage conscient d'une tentative honnête de réforme". Malgré l'incohérence politique de son acte, Guerini a posé le problème réel de la lutte: seule l'action directe effraie la bourgeoisie. Tout geste radical doit être pris en charge par les révolutionnaires. Mardi 26: Guerini inculpé. L'escalade de la répression s'accélère au lycée Vaugelas. Les réactions de solidarité des classes terminales (les lycéens demandaient une discussion) se soldent par le conseil de discipline. C'est ce qui attend ceux qui voudraient avoir des explications sur ce qui se passe. Est-ce ce qui attend ceux qui veulent avoir une véritable information? "

Un autre tract: " qu'est-ce qu'on dit à Chambéry? On dit: " Y a un voyou qui a mis le feu à un gymnase.. D'autres voyous viennent tous les jours de Grenoble et de Lyon pour continuer à semer le désordre dans notre bonne petite ville.. L'UNEF, c'est tous des voyous. Vivement que les CRS arrivent. En fait, que c'est-il passé? Le gymnase du lycée Vaugelas était une écurie (local poussiéreux avec une corde et un trapèze). Le problème avait été posé entre professeurs et élèves. Mais la situation se prolongeait. La ville refusait les fonds nécessaires, elle en avait pourtant les moyens. Un élève de classe terminale excédé par cette situation d'inertie a mis le feu à cette écurie dans



la nuit du 24 au 25 janvier. Depuis les militants étudiants et lycéens (Comité d'action lycéen, UNEF) sont systématiquement filés dans la ville, harcelés d'interrogatoires policiers. C'est la répression. Ces lycéens, paralysés, isolés, harcelés, n'osent même plus se saluer dans la rue. Ainsi un acte isolé est prétexte pour le pouvoir et les forces réactionnaires pour lancer une campagne contre le mouvement étudiant et lycéen, tandis que la police veut supprimer physiquement toute contestation. C'est contre cela que nous intervenons: non pour semer la panique ou "faire des actes de vandalisme". Mais pour informer la population et contrer la campagne d'intoxication du proviseur du lycée, de l'administration, de la presse. Comment faire? Coller des affiches: nous l'avons fait. Les affiches étaient enlevées par la police et les CDR fascistes et chaque nuit plus de 10 militants étaient pourchassés et arrêtés par les flics. Distribuer des tracts et informer les lycéens (externes et internes): nous l'avons fait. C'est ainsi qu'un camarade a été passé à tabac dans un couloir du lycée Vaugelas par le proviseur et 3 adjoints. Ou bien vous vous bouchiez les yeux et les oreilles, pour n'entendre que les mensonges de la presse et de l'administration, vous rentrez dans votre coquille bourgeoise, vous condamnez sans comprendre et vous appelez la répression. Ou bien vous refusez la campagne d'intoxication réactionnaire et vous cherchez à comprendre la lutte des lycéens et des étudiants".

Un commentaire: "... il serait vain de juger maintenant de l'opportunité et de l'utilité d'une action de ce genre. Ce qui était un acte individuel a entraîné une réaction très importante par une campagne de presse dans les journaux locaux... Des profs, dégoûtés par cette campagne ont voulu publier un article la dénonçant, disant notamment que même si Guérini était un "détraqué" un "névrosé", il n'en avait pas moins posé, par son acte, tout le problème de l'éducation, de la culture. Mais les journaux locaux n'ont pas jugé bon de publier cet article. En fait Guérini a posé le véritable problème de la lutte "....

Des camarades de Lille: " je vous ai envoyé il y a quelques jours quelques exemplaires de la plaquette " Les enfants d'Ubu et de Coca-Cola à la reconquête de leur espace vital". Dans ce texte, nous soulevons certains problèmes que se sont posés parmi nous (et aussi certainement dans d'autres groupes) comme l'emploi de la violence, la faiblesse de nos moyens face aux techniques modernes de la bourgeoisie: publicité, presse, etc.. ainsi que notre participation aux C.A. Je vous envoie aujourd'hui un tract qui a été distribué le 1<sup>er</sup> février alors qu'Europe N° 1 réalisait toutes ses émissions en direct des locaux de la "Voix du Nord" (avec qui nous avons eu déjà certains démêlés- cf. ICO de janvier) ce qui attirait un certain nombre de personnes.

Le tract a pour titre: " Pendant cinq minutes devenez rédacteur en chef de la "Voix du Nord" et pose sur un mode parodique la question de "l'indépendance" de la presse locale du journal " la Voix du Nord".

De la brochure: "les enfants d'Ubu et de Coca-Cola à la reconquête de leur espace vital" :

".... UBU Fils: actuellement, sous peine d'étouffement, les comités d'action ou autres groupes travaillant dans le même sens, doivent s'attacher à des tâches pratiques et ne pas chercher à cacher leur misère derrière des questions d'unification, d'appareil et d'organisation; ces problèmes se poseront en leur temps.

" - croire que l'organisation peut pallier le manque d'imagination, comme le prétendent certains, c'est être une fois de plus les victimes inconscientes des modèles bourgeois, dans ce qu'ils ont de plus aliénant. - Vouloir soumettre les comités d'action aux volontés d'un quelconque Bureau National, aussi collectif soit-il, c'est vouloir transformer un type de regroupements nés de nécessités momentanées en Club Méditerranée de la Révolution. - C'est de toutes façons créer des structures destinées à devenir évidemment bureaucratiques et condamnées tôt ou tard à la sclérose. La stratégie du harcèlement que nous devons suivre aujourd'hui exige au contraire une grande indépendance des C.A. les uns par rapport aux autres "....



D'un camarade de Besançon: " avec quelques camarades, nous essayons de monter un groupe de communistes de conseil. A l'heure actuelle, c'est assez difficile, car nous devons "lutter" contre les bagarres idéologiques des M.L. et de Rouge dans les C.A. et contre toute forme de noyautage. Nous avons tenté de nous regrouper pour essayer de donner au C.A. UNEF ( nous sommes tous étudiants ) une dynamique propre et en dehors des éternels maffiotages groupusculaires dont nous avons marre; évidemment c'est loin d'être facile et le cancer bureaucratique est entrain de reprendre l'UNEF plus que jamais. Malgré cet échec, nous essayons toujours de bosser dans les C.A dans cette optique car nous pensons que les C.A peuvent être, mais à l'heure actuelle, les meilleures forces de lutte que nous avons à adopter. Nous serions tous intéressés par la brochure sur le mouvement des Conseils ouvriers en Allemagne et nous désirons la diffuser ici, à Besançon. "...

D'un camarade de Bruxelles: " .. en ce qui concerne les "questions d'argent" soulevées, je crois qu'il est assez irréaliste d'espérer une contribution régulière et un paiement de tous les abonnements etc.. ce qui conduit à l'autre solution: augmenter le prix de vente... Nos relations s'étendent progressivement à des milieux universitaires mais cette tendance est contrariée par la dangereuse conception de "l'élitisme" (comme quelqu'un le dit dans le dernier bulletin) qui fait des ravages parmi les étudiants.

D'un camarade de la Vienne: "... si je vous écris c'est pour vous dire que votre action m'intéresse énormément et que je voudrais pouvoir y participer plus activement, mais que je ne vois pas comment le faire effectivement; je m'explique: jusqu'à présent tout ce que vous faites me semble "parachuter" de Paris (peut-être est-ce dû au fait que je connais mal votre action) aussi je me demande s'il ne serait pas possible d'envisager de faire sur un plan plus restreint ( sur le plan de la ville ou du département par exemple) ce que vous faites sur le plan national, et ensuite de grouper, de coordonner les informations locales. Ainsi je vais prendre l'exemple de ma région ( celle de Poitiers en l'occurrence); je verrais très bien, entre autre, un regroupement inter entreprises semblable au vôtre et d'accord avec ce qui me semble être une plate-forme d'action (à savoir le texte " ce que nous sommes, ce que nous voulons" ) mais ce regroupement se faisant sur le plan de la région de Poitiers. Ce que je propose existe peut-être déjà ( dans ce cas là pourriez-vous m'informer) sinon ce que je propose peut paraître naïf et peu clair et c'est pourquoi je vais prendre le cas d'une expérience faite sur le plan de Poitiers et c'est en prenant position sur cette expérience que je vais tenter d'explicitement ma pensée. Quelle est cette expérience? Et bien c'est la suivante: un groupe d'étudiants ont formé, sur la lancée du mois de mai un comité dit " comité de liaison étudiants-ouvriers-paysans" et continuent encore à publier un bulletin intitulé " lutte populaire" en s'appuyant sur l'existence de ce comité. Ceci étant dit, je dois dire que pour ma part, cette expérience est à rejeter et qu'elle n'est pas valable; en effet:

- d'une part, elle officialise une division étudiants-ouvriers-paysans
- d'autre part, les travailleurs n'ont jamais siégé à ce comité, ce qui fait que les étudiants, pour avoir des informations sur les usines de la région, ont "fait la quête" d'informations aux portes des usines.

- enfin, les étudiants de ce comité étaient représentatifs d'une idéologie ( en l'occurrence l'idéologie marxiste-léniniste ) ce qui les a amenés à jouer le rôle d'une élite (rôle accentué du fait de l'absence de travailleurs) et à contrôler les informations reçues et à les développer dans le sens de leur idéologie.

Il me semble donc que ceci précise davantage mes idées et pour terminer je voudrais dire que je conçois donc un regroupement (travailleurs-étudiants-paysans) comme un regroupement local, sur les bases de ce que vous faites, et de manière à ce que la division entre professions n'intervienne plus à l'intérieur de ce regroupement. J'aimerais maintenant, que, ayant lu ce texte, vous me fassiez parvenir le plus tôt possible, vos critiques, vos suggestions. Je ne prétends pas y donner une valeur quelconque; il me sert à préciser mes idées, et dans la mesure où vous m' donnerez une réponse, cela les éclaircira davantage. "







pas payée. Débrayage en début d'après-midi. Reprise vers 16h après qu'on leur ait dit qu'ils " s'étaient mis en tort avec la loi". Rapport de forces défavorable, tout comme pour les outilleurs qui ont cessé leurs débrayages pour les salaires, car il y a maintenant moins de travail.

METALLURGIE: petite boîte- Paris.

Pour le I2, dépôt d'un cahier revendicatif par la CGT. La CFDT est d'accord. Réponse du patron: pas d'augmentation jusqu'en mars. D'ici là, rallonges individuelles "au mérite".

JEUMONT-SCHNEIDER - St Denis.

Débrayage le I2 à l'appel de la CGT. La CFDT est invitée à l'assemblée générale. Débrayage à 50% parmi les ouvriers, nul dans les bureaux, à 16h. Un délégué CGT lit un texte; il bafouille et déclare pour s'excuser " qu'est-ce que vous voulez, ce n'est pas moi qui l'ai écrit ". La CFDT sauve un peu la mise en proposant de consulter les ouvriers.

Un tract commun CGT-CFDT déclare: " ... il n'est pas question pour les organisations syndicales de fuir leurs responsabilités, mais au contraire de les prendre avec le point de vue du plus grand nombre" et pose deux questions:

- qu'attendez-vous du rendez-vous de mars?
- quelle action proposez-vous pour obtenir le maximum de ces négociations?

Ça fait discuter un moment, mais maintenant, personne n'en parle plus guère et on retombe dans le football, le tiercé, ...

TUDOR - accumulateur -Nîmes- ( d'un camarade de Montpellier)

Les ouvriers de chez Tudor à Nîmes ont fait grève pendant une semaine jusqu'au 5 février. C'est une petite usine de 60 ouvriers, qui fabrique des batteries; les conditions de travail y sont dures : manipulation d'acides et de plomb fondu causant la maladie de

La grève a démarré sans l'intervention des syndicats (inexistants ici) et sur des positions assez radicales. A l'origine de l'action, deux ou trois jeunes ouvriers pro-chinois ont organisé une première réunion avec quelques ouvriers. Ils ont fait un premier tract en dénonçant les mauvaises conditions de travail et en demandant certaines revendications: augmentation de 50 centimes de l'heure, prime de transport, pauses d'un quart d'heure, chauffage partout, affiliation à une mutuelle pour compléter le salaire des ouvriers en arrêt momentané, élections de délégués du personnel.

Puis en discutant de l'action à mener, ils ont décidé la grève: 40 la firent sur 60. Il faut noter que la position radicale est due à la majorité des jeunes dans l'usine. Au début, ils étaient un peu méfiants vis à vis des "pro-chinois", car ils ne veulent entendre parler d'aucun syndicat, ayant vu ce qu'ils avaient fait en mai. Ils veulent s'organiser eux-mêmes, en comité de base, définir eux-mêmes leur propre lutte.

L'attitude de la CGT des autres boîtes de Nîmes fut nettement hostile à la grève. Non seulement, ils ne leur apportèrent aucun soutien, mais la "Marseillaise" journal local du P.C. publia un article dénaturant leur lutte. Quand ils allèrent protester à quelques uns, ils se firent traiter de "révolutionnaires" et on leur conseilla de ne pas se révolter avant de s'adresser aux dirigeants syndicaux. Seule la section CGT de la sécurité sociale non orthodoxe, affirma son soutien ce qui lui valut de sérieux rappels à l'ordre par la direction.

Un travail d'information et de collecte fut fait dans les autres usines. Un meeting fut organisé dans le lycée avec le CAL, où les ouvriers parlèrent de leur grève. Ils ont obtenu satisfaction sur tout, sauf 10 ct de l'heure, au lieu de 50. Ils restent organisés en comité de base.

( un récit de cette grève figure dans "Action" N° 39- dernière page).



ASSURANCES GENERALES de FRANCE /

Dans ce groupe nationalisé de sociétés d'assurances ( 4 à 5000 employés regroupés dans différents sièges dans le centre de Paris) doivent se dérouler les élections d'abord au Comité d'entreprise, puis pour désigner les délégués du personnel. Comme la concentration des sociétés du groupe n'est pas encore achevée, il subsiste quatre sociétés distinctes ( effectifs respectif entre 600 et 1500 employés) et chacune doit procéder successivement à deux élections. Situation d'autant plus paradoxale que la fusion des services est plus avancée dans les faits que sur le papier, que les sections syndicales ont déjà pratiquement fusionné depuis mai, à cause de la déroute des effectifs et des responsables que la direction regroupe le plus possible sous des commandements uniques de services appartenant à chacune des sociétés en cause. Le résultat est que dans une période de trois mois, il doit se dérouler dans le groupe, 8 élections dans un imbroglio de collèges électoraux (dans certaines sociétés, il y a 5 collèges) des sociétés et des sections syndicales. Cela devient le paradis même de la "démocratie dans l'entreprise" d'autant plus que pour tenir en main le groupe, la direction et les dirigeants syndicaux de l'entreprise ont formé bureaucratiquement un super comité non élu: le comité d'information et de liaison et qui est devenu, nonobstant toutes les désignations de délégués, la véritable comité consultatif syndical de la direction.

Les sections syndicales de cadres sont les seules à avoir tenté de s'adapter à cet état de fait: un comité inter-syndical regroupant tous les syndicats de cadres: CGT- CFDT- FO- CGC a été constitué, publie un bulletin d'information commun et présente des listes uniques ingénieusement dosées aux différentes élections d'entreprise. Il s'est ainsi formé une sorte de syndicat unique de cadres ayant une revendication bien précise: participer à la gestion de l'entreprise. Cette revendication de gestion pour la couche technocratique de cadres, est nettement affirmée et présentée comme étant les conséquences de "l'esprit de mai". La direction ( U.N.R. et dépendant étroitement du gouvernement) paraît chercher à utiliser ce courant "gestionnaire" de la part des cadres, mais non pour lui concéder partie de son pouvoir de décision, mais pour l'utiliser à mettre en application les orientations prises par elle seule en fonction des impératifs financiers décidés hors de l'entreprise. Un conflit latent existe à ce niveau, marqué non pas tant par des heurts apparents (par exemple une critique virulente de la direction faite par un fondé de pouvoir lors de la présentation des vœux des cadres à la direction) mais plus souvent par un "état d'esprit" qui aboutit à une mise en cause par la bande des décisions de la direction.

Il ne faut pas en conclure que les cadres sont en conflit ouvert avec la direction, car leurs revendications de gestion se font en vue d'une meilleure gestion de l'entreprise et dans le cadre de son orientation générale dans la société présente: ils ne mettent pas en cause directement le pouvoir des dirigeants mais leur action tend, sans qu'ils en soient nettement conscients, à renverser la source du pouvoir de décision dans l'entreprise. Par contre ces mêmes cadres ne sont nullement disposés à accorder des droits quelconques dans ce domaine à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise. Ceux qui peuvent parler de participation des travailleurs ont la même conception que la direction à l'égard de la participation des cadres.

A la suite de la grève de mai, il s'est constitué parmi les employés un comité de liaison qui s'est amenuisé peu à peu sous son aspect formel de réunions hebdomadaires: une vingtaine de participants en juillet, trois ou quatre dans le courant de décembre. Ce regroupement comporte des syndiqués et des non syndiqués et est devenu en réalité beaucoup plus informel entre un assez grand nombre d'employés du groupe, suffisant pour alimenter en informations et discussions un bulletin d'entreprise diffusé chaque quinzaine environ à 2500 exemplaires, ouvertement, aux portes de différents bureaux de l'entreprise, par des employés eux-mêmes travaillant dans ces bureaux; ce fait eût été



impensable avant mai, et il montre bien qu'une évolution s'est imposée, traduisant un certain rapport de force dans l'entreprise. Les quelques camarades qui se retrouvent dans ce comité de liaison ont dû affronter une "crise" provoquée par l'existence d'un noyau "Lutte Ouvrière", dont le bulletin d'entreprise "Notre Lutte aux A.G.F." continue de doubler celui du comité de liaison. Le militant de Lutte Ouvrière a d'abord accepté, à la suite d'ailleurs de différents incidents, de mentionner les informations d'entreprise dans le seul bulletin du comité de liaison. Puis il a décidé de "reprendre sa liberté" ce qui a entraîné une discussion assez violente: les employés présents à cette discussion ne comprenaient pas qu'un bulletin unique ne soit pas publié, les divergences d'opinion étant exposées dans ce bulletin aux employés de l'entreprise.

La première société du groupe à ouvrir le festival électoral avec les élections au comité d'établissement fut les A.G. Vie. C'est dans cette société que s'est déroulée, en novembre 55, une sorte de grève sauvage et qu'une organisation autonome de lutte "le Conseil du Personnel" fut constituée par les employés et connut une existence éphémère d'une année: 1956-1957 ( renvoi I ). Un tract fut distribué aux 680 employés de cette entreprise appelant à voter blanc et en cas d'annulation du premier tour, à désigner des délégués de service en vue de former un conseil de délégués, instance centrale d'une représentation directe des employés. Les délégués "officiels" (comité d'entreprise ou délégués du personnel) seraient choisis par les employés parmi les membres de ce conseil de délégués, mais c'est ce conseil qui resterait l'organe essentiel de transmission des informations dans tous les sens, les délégués officiels n'étant rien d'autre que des porte-paroles n'engageant les employés qu'après décision prise par ceux-ci.

A ce premier tour des élections, FO et CFTC présentent seuls des candidats recrutés à grand'peine. Pour la première fois depuis 1945, la CGT ne présente pas de liste: la section syndicale est pratiquement évanouie, et aucun candidat ne fut présenté; la CFDT, par contre, adopte une position démagogique et essaie de tirer partie de la situation créée depuis mai. Dans cette société du groupe, elle est minoritaire, la quasi totalité de la section CFDT étant retournée à la CFTC pour conserver la main mise sur les œuvres sociales des Assurances Générales Vie, plus "riches" que les autres sociétés du groupe. En s'appuyant sur les jeunes, la CFDT peut espérer reconquérir des positions qui en feraient alors le syndicat majoritaire sur le plan du groupe. Par contre, l'annulation du premier tour des élections et la désignation de délégués de service risqueraient de s'étendre aux autres sociétés du groupe et de saper ainsi l'influence de la CFDT sur le plan du groupe. Un tract CFDT appelle ouvertement à l'abstention au premier tour des élections avec les arguments suivants:

" L'enseignement des événements de mai-juin dernier, impose des méthodes autrement mieux adaptées et efficaces..., et à quoi servirait-il que le comité d'entreprise "fonctionne bien", si dans le même temps nous laissons perpétuer des situations aussi scandaleusement injustes et intolérables que la hiérarchie des salaires et du complément de salaire, leur progression en pourcentage uniforme, l'attribution de degrés et augmentation au choix, le système de notation, la feuille de signature, etc.. Pourquoi un deuxième tour? Il faut permettre à ceux qui sont réellement épris de changement, qu'ils se situent dans les syndicats ou en dehors de ceux-ci actuellement, de pouvoir s'exprimer à tous les niveaux, de jouer un rôle, d'assumer des responsabilités "....

Le tract CFDT définit ensuite un ensemble de revendications que jamais la CFDT n'a défendues dans l'assurance et même ailleurs: plus d'augmentation en pourcentage



aussi bien pour les salaires que pour les compléments de salaires, suppression des augmentations au choix, de la feuille de signature, et du système de notation. Le tout enrobé dans une phraséologie humaniste: atteinte à la dignité de la personne, respect de l'individu.. En même temps, la CFDT lance un appel à "ceux qui sont réellement épris de changement" pour leur permettre "de jouer un rôle, d'assumer des responsabilités". (sic). C'est le racolage des activistes de la grève.

Environ une semaine avant les élections, des représentants de la CFDT avaient contacté des membres du comité de liaison. Ces contacts avaient d'abord eu lieu par la bande pour tenter d'amener les jeunes à figurer sur une liste syndicale, même s'ils ne faisaient pas partie du syndicat; FO et la CGT avaient d'ailleurs procédé de la même façon. Mais la CFDT était allée plus loin: ses représentants étaient venus à une réunion du comité de liaison et avaient proposé une tactique en vue des élections; il leur avait été opposé la position définie ci-dessus, à savoir la désignation par les employés eux-mêmes de délégués de service et la formation d'un conseil de délégués de service. Les candidats seraient choisis par les employés eux-mêmes parmi ces délégués de service. Les représentants de la CFDT n'avaient pas osé critiquer ouvertement ce projet se retranchant seulement derrière des arguments d'ordre technique ou des informations dans le genre: " les employés ne sont pas mûrs ". La véritable raison de la position de la CFDT est qu'un syndicat ne peut accepter la formation d'un organisme contrôlé en permanence par les travailleurs car la constitution d'un tel organisme réduirait les syndicats au rôle de groupe idéologique, sans aucun pouvoir réel.

Le premier tour des élections eut lieu le 9 janvier: sur 617 inscrits, il y eut 211 abstentions, 120 votes blancs ou nuls et les seules listes syndicales FO et CGT recueillirent ensemble environ 290 suffrages. Moins de la moitié des employés s'étant exprimés, un deuxième tour d'élection devait avoir lieu 15 jours après avec possibilité de présentation de candidats non accrédités par les syndicats. C'était la porte ouverte pour une tentative de désignation de délégués par les employés.

Un tract fut distribué par les employés regroupés dans le comité de liaison. Ce tract dénonçait notamment la position démagogique de la CFDT qui changeait seulement de langage et de programme revendicatif, mais ne modifiait nullement la position fondamentale du syndicat où toutes les choses sont décidées en haut, et auquel les travailleurs doivent avant tout " faire confiance". Il était expliqué ensuite comment les employés pouvaient désigner leurs délégués de service, sur quelles bases, et l'importance que cette désignation avait non seulement pour les Assurances Générales Vie, mais aussi pour tout le groupe des Assurances Générales de France.

Le lundi suivant, il apparut clairement que les employés des Assurances Générales Vie ne voulaient pas procéder à la désignation de délégués de service. Dans quelques services, des tentatives eurent lieu de la part d'éléments jeunes et de l'employé militant de Lutte Ouvrière. Mais ces tentatives restèrent finalement très limitées, même à l'échelon d'un service. Quelles conclusions peut-on tirer d'un tel fait? En janvier 1956, immédiatement après une grève, dans cette même société, les délégués, formant un conseil du personnel, avaient été élus en moins de deux heures, et ceci dans la totalité des services, sans qu'aucune propagande ou aucun travail personnel de "militant" ait été nécessaire. En janvier 1969, malgré deux tracts, l'effort de quelques éléments décidés dans différents services, ce résultat ne fut pas atteint. Cela montre qu'on ne peut provoquer artificiellement, en dehors d'une période de lutte, la constitution d'organismes directs de représentation des travailleurs d'une entreprise, la formation d'un tel organisme n'étant nullement le fait d'un "noyau" de travailleurs ou du travail d'une organisation ou d'individus " décidés à lutter", mais le produit de circonstances spécifiques. Les travailleurs jugent suivant les circonstances s'ils peuvent ou non constituer un tel conseil de délégués seulement parce qu'ils en ont besoin ou parce qu'ils n'en



ont pas besoin. En janvier 1969, manifestement, il n'y avait pas besoin d'un tel conseil de délégués.

A partir du moment où les employés se désintéressaient de cette question, le problème de la désignation de candidats pour le second tour devenait le champ clos de rivalités entre les syndicats et les groupes pouvant exister sur le plan de l'entreprise; la position de FO et de la CFTC n'était pas modifiée: ils représentaient les mêmes listes de candidats; la CGT réussit à découvrir 4 candidats ( au lieu de 8) et déposait aussi une liste. Restaient à conquérir les employés qui s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul ( parmi eux existait effectivement un certain nombre de sympathisants CFDT qui avaient suivi la consigne d'abstention de leur syndicat et dont le vote avait sans nul doute, contribué à faire annuler le premier tour des élections ).

Deux positions s'affrontèrent alors: l'une était soutenue par un membre du comité de liaison. Elle posait comme principe qu'on ne pouvait rien faire et qu'il n'y avait qu'à suivre la volonté des employés qui n'avaient pas voulu désigner de délégués de service. Personne ne pouvait se substituer à eux pour le faire, sinon la présentation d'une liste de candidats hors syndicat aurait le même sens que la présentation d'une liste syndicale, parce que ces candidats se seraient désignés eux-mêmes et ne seraient responsables devant personne de leur activité éventuelle de délégués.

En regard de cette position, deux organisations tentèrent de provoquer la constitution d'une liste sous leur égide. L'une de ces tentatives émanait de la CFDT, l'autre de Lutte Ouvrière. Les représentants de la CFDT s'étaient bien gardés d'appeler à la désignation de délégués de service et n'avaient donné à leur syndiqués aucune directive dans ce sens. Par conséquent, lorsqu'il se fut avéré que les employés ne désignaient pas eux-mêmes de délégués, ils commencèrent un travail parallèle pour tenter de former une liste patronnée par eux. Dans un tract diffusé le 13 janvier, ils attaquaient nommément un des membres du comité de liaison et qualifiaient de "grande illusion" la désignation de délégués de service; il était déclaré " qu'une telle représentation ne peut se concevoir d'une part que dans une période d'action et pour assurer les liaisons et les contacts avec tous les secteurs de l'entreprise, et d'autre part qu'avec l'appui de toutes les organisations syndicales ". Cette définition d'un organisme de base par la CFDT est très significative: en aucune façon, un conseil de délégués n'est, pour la CFDT un organe de décision, il n'est, sous le contrôle des syndicats, qu'un organe de liaison et de contact. En conclusion, la CFDT lançait un appel à constituer une liste "d'union pour l'action et le changement".

Le militant de Lutte ouvrière, employé des A.G. Vie prit l'initiative de faire venir les quelques jeunes qui s'étaient mis en avant dans la tentative de désignation de délégués de service, à une réunion après le travail, et à cette réunion il fit "descendre" deux responsables de Lutte Ouvrière. On retrouve là, la démarche classique du militant, syndical ou autre, qui fait descendre les bonzes pour les grandes occasions. Ce mardi soir 14 janvier, dans un café proche du siège social, il y avait 9 personnes: 5 jeunes employés inorganisés, un employé membre de Lutte Ouvrière, un employé membre du comité de liaison qui avait lancé l'appel au vote blanc et à la désignation de délégués de service, et les deux responsables de Lutte Ouvrière, non employés des Assurances Générales de France. Ce sont ces deux responsables qui, rompus à la controverse, critiquèrent la position exprimée ci-dessus de ne pas présenter de liste puisque les employés n'avaient pas jugé bon de désigner des délégués de service. Leurs arguments essentiels étaient qu'il ne fallait pas laisser la CFDT utiliser le mouvement de mai pour faire oublier son attitude pendant la grève et qu'il ne fallait pas décevoir les employés qui avaient voté blanc ou abstention au premier tour. C'était jouer surtout sur l'amour propre qui alimente les rivalités intersyndicales mais qui a peu de choses à voir avec ce que veulent les travailleurs d'une entreprise. Sur les 5 jeunes présents, 4 se rallièrent à la position



défendue par Lutte Ouvrière et acceptèrent de figurer sur un appel dont le texte fut rédigé séance tenante par les membres de Lutte Ouvrière, appel pour la constitution d'une liste " libre".

Le tract fut distribué le mercredi matin, 15 janvier, appelant des volontaires pour compléter la liste "libre"; 5 noms figuraient comme signature. L'ordre de ces noms mérite une attention particulière, car au lieu de les mettre en ordre alphabétique, les membres de Lutte Ouvrière, qui avaient rédigé et tiré le tract, avaient mis en tête de liste l'employé des AGF militant de Lutte Ouvrière et à la suite les 4 autres employés qui n'appartenaient pas à cette organisation. Ces jeunes sentirent immédiatement la tentative d'annexion et le sentirent d'autant plus que les critiques de nombre d'employés et celles des syndicats firent de la liste "libre" la liste " Lutte Ouvrière"; ce qui était inexact, bien que cette organisation ait joué un rôle évident dans la constitution de cette liste.

En dehors des tracts syndicaux habituels, quatre autres tracts furent distribués avant le second tour des élections. Un tract de la CFDT constatait la formation d'une liste libre, tout en soulignant son caractère anti-syndical et la présence d'un "élément trop marqué" (c'était le membre de Lutte Ouvrière). Ce tract renouvelait les attaques contre le membre du comité de liaison qui avait le premier fait campagne pour l'amputation du premier tour, faisait des offres de service aux "jeunes camarades" de la liste libre, annonçait que la CFDT se retirait "purement et simplement de la compétition", et qu'elle laissait ses sympathisants voter selon leur "conscience" et leur "volonté de changement". Un second tract fut distribué par le membre du comité de liaison il donnait une relation aussi précise que possible de tout ce qui s'était déroulé pour la constitution de la liste libre et expliquait aux employés les problèmes soulevés, dans les termes dans lesquels ils sont exposés ci-dessus.

Les deux autres tracts furent distribués par les membres de la "liste libre", manifestement ces tracts avaient été rédigés dans l'esprit de Lutte Ouvrière; l'un d'eux proposait des revendications de base qui étaient celles que l'on peut retrouver depuis plusieurs mois dans les publications de Lutte Ouvrière; cette proposition de revendication montrait à nouveau le caractère similaire à celui des syndicats de cette tentative non syndicale, puisqu'elle aboutissait, comme dans le syndicat, à désigner des candidats et à poser des revendications, sans que ce soit l'expression de la volonté des travailleurs

Le second tour des élections donna les résultats suivants: sur 610 inscrits il n'y eut que 388 suffrages exprimés; 165 abstentions et 57 bulletins blancs et nuls; les différentes listes recueillirent :

CFTC	:	110 voix
liste libre:	:	103 voix
FO	:	71 voix
CGT	:	67 voix

Chacune des listes eut un siège; Ce qui est intéressant de noter c'est le pourcentage élevé des suffrages non exprimés ( 222) qui montrait que nombre d'employés (un bon tiers) n'étaient pas disposés à accepter les solutions proposées, pas plus la solution syndicale que celle de la liste "libre".

Le soir des élections, les candidats de la liste "libre" se retrouvèrent et se mirent d'accord pour la diffusion d'un tract expliquant le sens qu'il fallait donner à l'élection de deux d'entre eux et la manière dont ils concevaient l'exercice de leur mandat. Quelle ne fut pas leur surprise de voir le lendemain matin leur projet de tract brûlé par l'employé militant de Lutte Ouvrière qui était des leurs à la réunion de la



veille, qui s'était même chargé de le rédiger.

En effet, un bulletin " Notre lutte aux AGF" (bulletin d'entreprise de Lutte ouvrière) était distribué dès ce matin là, avec une page entière consacrée au deuxième tour des élections, texte évidemment rédigé à l'insu de tous les autres candidats de la liste "libre". Cette publication donna lieu à une mise au point assez orageuse et à une prise de conscience de la part des jeunes du caractère réel de l'organisation de Lutte Ouvrière. L'intérêt de cette organisation passait chez ses propres militants avant l'intérêt des travailleurs de l'entreprise et il fallait être constamment sur ses gardes pour éviter que toute activité commune ne soit exploitée pour les besoins de la propagande et du recrutement de l'organisation. Une conséquence immédiate de cette prise de conscience fut que les employés de la liste "libre" qui s'étaient quelque peu éloignés du comité de liaison, entraînés plus ou moins dans le sillage de Lutte Ouvrière, revinrent immédiatement vers le comité de liaison ayant compris qu'ils devaient se défendre seuls et se méfier de toutes les organisations, syndicats ou groupuscules politiques. Le fait d'avoir tenté de pousser la désignation de délégués de service et les tentatives renouvelées de vouloir exploiter la situation, avait mis l'employé militant de Lutte Ouvrière à la fois en flèche par rapport à ce que voulaient les employés et en rupture de solidarité avec le niveau de la lutte dans l'entreprise. Cela permit à la direction de frapper ce militant, qui le 25 janvier reçut de celle-ci un avertissement pour avoir organisé dans un bureau du service, pendant le temps de travail, une réunion d'une quinzaine de personnes. Cette sanction ne fut suivie d'aucun mouvement de protestation de la part des employés du service, ce qui montre à quel point le décalage était grand entre ce militant et ses camarades de travail. La tentative de faire rapporter cette mesure disciplinaire par la demande de comparution devant un conseil de discipline ne donna aucun résultat, le conseil s'étant partagé entre les délégués syndicaux partisans de la levée de la sanction et les représentants de la direction partisans du maintien de la sanction.

Actuellement, tous ceux qui, soit en commun, soit en opposition, les uns aux autres, ont participé à tout ce qui vient d'être conté, et qui a abouti à l'élection de deux délégués "libres", se retrouvent régulièrement pour discuter de l'activité de ces délégués, pour rédiger et diffuser des tracts d'information sur tout ce qui se passe dans les réunions avec la direction, avec les autres représentants syndicaux, pour demander aux employés de formuler non seulement leurs revendications mais aussi de donner leurs positions sur ce que doivent faire les délégués "libres". Mais il est difficile de dire quelle sera l'issue de cette expérience et notamment quelles répercussions elle pourra avoir sur les autres élections qui vont se dérouler dans cette même société, et dans les autres sociétés du groupe des Assurances Générales de France. D'autant plus difficile, qu'en dehors des écueils qui ont été signalés au cours de cet exposé, et de l'orientation que cette expérience prendra obligatoirement, les transformations de l'entreprise elle-même peuvent la réduire à néant. Avant la fin de 1969, toutes les sociétés du groupe doivent être concentrées en deux entreprises; un nouveau siège est en construction à Reims, qui dès la fin de l'année comptera au moins 600 employés; un nouvel ordinateur va entrer en fonction en septembre 69. Déjà des mutations, des fusions de service, des changements de méthodes de travail bouleversent la vie de travail des employés. Ce qui s'est passé à l'échelle de 600 employés sur 4 à 5000 risque d'être sans lendemain, et les jeunes ont déjà enregistré l'ironie et la dérision des directeurs et bonzes syndicaux qui croient pouvoir contrôler aisément cette révolte limitée à la faveur de ces transformations. De fait toutes les choses importantes au niveau du groupe se traitent au sein du super comité le C.I.L. (Comité d'Information et de Liaison) dont nous avons parlé et qui lui offre toutes garanties puisqu'il n'est pas électif donc entièrement bureaucratique.



Le Parisien Libéré ou le Groupe AMAURY:

Emilien Amaury détient un véritable empire dans la presse:

- le Parisien Libéré, Le Maine Libre ( la dépêche de l'Ouest), Marie-France, Point de Vue, Les Editions Sportives français avec: l'Equipe, Miroir des Sports, France-Foot-ball, cyclisme Magazine, Athlétisme, Rugby Magazine, Foot-Ball Magazine.
- l'imprimerie du Parisien Libéré naturellement, mais le Petit Parisien avec son imprimerie et sa chaîne de cinéma Gaumont.
- la totalité des actions de l'Office de Publicité Générale.  
et on en passe....

Toute la comptabilité du groupe Amaury est centralisée dans l'immeuble du Parisien Libéré, rue Réaumur, dans un pool comptable où l'on travaille de 9h à 13h et de 14h à 18h ( ce qui n'est pas original) mais quand on dit on travaille, ce n'est pas parler en l'air.

L'I.P.E. emploie 1200 salariés. L'horaire des employés est de 8h par jour, celui des ouvriers 6h30; 5% des employés font des heures supplémentaires contre 60% des ouvriers oui, vous avez bien lu!

horaires journaliers: employés 8 heures : 5% font des heures supplémentaires  
ouvriers 6h30 : 60%

Prix de vente du Parisien Libéré et bouillonnage	:	0f50
Prix de revient " " publicité comprise	:	0f40

Les conditions de travail dans le pool comptable (majorité d'hommes): comme il est cité plus haut, travailler ce n'est pas parler en l'air: il n'y a pas de pointage à l'entrée ou à la sortie. Les comptables font leur police eux-mêmes. Amaury met un flic et une pendule dans la tête, à 9h ou 18h tout le monde est déjà ou encore au travail et ne lève pas le nez de ses comptes tout le long de la journée. L'atmosphère est pesante de travail continu. Pas de conversations, les carreaux sont blanchis pour empêcher de rêver dans la rue. On chuchote pour communiquer sans lever la tête. Plus de la moitié du pool a de 20 à 25 ans.

Les salaires: exemple: aide documentaliste: 1200 Frs, un 13ème mois, 5 semaines de vacances (une semaine en hiver) une prime mensuelle variable à la tête du client. Chacun pense que s'il ose faire autre chose, il risque la porte, alors il courbe la tête. Une secrétaire comptable débutante a mis 3 mois avant de trouver ce travail, trop contente; elle subit, " elle ne peut pas faire sa révolution toute seule". En mai les bureaux n'ont pas fait grève. Les ouvriers de l'imprimerie non plus d'ailleurs. 3 femmes ont osé ne pas venir ( une âgée à cause de la lointaine banlieue et de la grève des transports). C'est l'une d'elle qui vient d'être licenciée. Elle avait refusé de faire des heures supplémentaires. Menacée de licenciement, elle avait protesté énergiquement. On avait rapporté la mesure envisagée mais le lendemain, elle était licenciée définitivement, après un rapport sur l'entrevue avec la direction, pour attitude incorrecte, car elle avait élevé la voix et elle était "une forte tête".

Il n'y a aucun contact avec les ouvriers de l'imprimerie. Un comité ouvriers-étudiants a fonctionné jusqu'en automne, pratiquement inconnu parmi les comptables. Ce comité a disparu.

Ah, nous avons oublié de signaler qu'il n'y a pas de cantine, mais un bar-restaurant au Parisien Libéré. On y mange à la carte, le menu est excellent, on peut inviter ses amis; il faut compter 25 Frs minimum par personne !

oooooooo

UN AVEU: " Pour quelques uns de nos camarades, ces deux journées d'action auraient été prématurées du fait des discussions en cours et qu'un rendez-vous est prévu en mars. Mais quiconque a la moindre expérience de la lutte des classes comprend bien, précisément que les syndicats n'ont pas d'autres moyens de se faire entendre dans les pourparlers que de s'appuyer sur l'action réelle des travailleurs "... ("Le Livre Parisien") organe mensuel du syndicat CGT du livre-N°65)



## organisations et mouvement ouvrier

Dans la partie politique qui se joue, avec ses arrières plans internationaux, autour de la succession du gaullisme, les syndicats et les partis ont besoin de troupes: ils tentent actuellement de se servir de ce qu'on peut appeler "le mouvement de mai" et tout d'un coup, essaient de nous faire croire, par une intense propagande "à la gravité de la situation" et au durcissement des dirigeants; ce faisant ils font coup double, ils tentent de récupérer ce qui leur avait échappé en mai pour le canaliser sur des objectifs politiques à leur profit et ils élargissent leur pouvoir au sein de la société capitaliste.

Cette exploitation des luttes, si elle n'est pas nouvelle, se trouve favorisée non pas tant par la combativité que les travailleurs peuvent montrer depuis mai, mais par la surenchère à laquelle se livrent, autour de ces luttes, les groupes "gauchistes". La moindre lutte est prétexte à une glorification démesurée sur les "perspectives révolutionnaires". Un exemple du résultat d'une telle action peut être donné par les mots d'ordre d'un groupe comme "Lutte Ouvrière" qui, pour la grève du II mars, appelle au soutien sans réserve de l'action des centrales syndicales ajoutant que c'est "l'intransigence des patrons et du gouvernement qui les a forcé à organiser le II mars une manifestation centrale".

Est-ce à dire que la lutte de classe n'a pas pris en France un tour nouveau? C'est exact; mais pas dans le sens que les uns et les autres prétendent donner à cette lutte; ce n'est pas entièrement nouveau et la véritable lutte se situe en dehors des mouvements "organisés" par les syndicats et quelque peu bousculés par la surenchère des "gauchistes". Il y avait déjà eu, à plusieurs reprises, des exemples de "débordement des syndicats" (mineurs en 1963, Rhodiaceta en mars 67, Saviem et Redon au début de 68) mais à chaque fois, ceux-ci avaient réussi finalement à diminuer le mouvement. Les réactions des ouvriers, en ces circonstances, montraient clairement que se dessinait une évolution vers une autonomie des luttes. Mai 68 n'a été, de ce point de vue, que l'expression brutale d'une situation latente se développant depuis des années, en rapport étroit avec la modernisation rapide du capitalisme français.

Depuis mai, de telles luttes sont apparues avec un caractère autonome beaucoup plus marqué. Les dirigeants patronaux ne s'y trompent pas. Parlant de la grève Renault du Mans, "Les Echos", quotidien du patronat français, du 28 février titre: "la grève sauvage du Mans conduit la direction à stopper la chaîne de Billancourt", et ajoute: "... les syndicats CGT- CFDT- et FO étaient parvenus à un accord de principe avec la direction générale .... mais les grévistes, qui avaient cessé le travail sans consigne syndicale, ont refusé de le reprendre "... Nous parlerons plus loin de cette grève plus en détail. Mais dans ces lignes, l'essentiel est dit: les travailleurs d'un secteur limité de l'entreprise, ne veulent pas ou plus de ce qu'on leur impose uniquement leurs conditions particulières de travail (salaires ou autres). Ils débraient à 100% parce que sur ce plan, l'unité est créée par le patron lui-même à travers la structure même de l'entreprise capitaliste et qu'à ce niveau, les divisions hiérarchiques syndicales professionnelles n'existent plus: cela cimenterait une unité de lutte "exemplaire", mais personne ne parle alors d'unité. Ils ne se soucient pas des conséquences de leurs luttes, sinon pour savoir que cela fait mal aux patrons. Les préoccupations larmoyantes de tous les dirigeants syndicaux sur les usagers, la clientèle, les exportations, la monnaie, etc.. ils s'en foutent. Ils gardent toute liberté d'action, de jugement, de décision vis à vis des accords que les dirigeants syndicaux et patronaux peuvent conclure, se réservant de savoir, si oui ou non, cela leur donne satisfaction. On retrouve là le caractère des grèves sauvages de Hollande, d'Angleterre, ou des USA dont nous avons souvent parlé dans les colonnes d'I.C.O.; pour la première fois, un journal patronal emploie ces mêmes termes pour une grève éclatant en France, et c'est bien là le signe d'une évolution de la lutte de classe en France. Cette évolution, c'est



l'organisation même de la production capitaliste en France qui la précipite; dans l'entreprise moderne, la recherche du profit maximum et la concurrence accrue qui en découle, font que la production est méticuleusement organisée suivant une chaîne continue sans temps mort et sans stock, c'est-à-dire que toutes les opérations s'imbriquent étroitement les unes dans les autres en vue d'une efficacité maximum. Cela favorise à la fois l'unification des revendications et des luttes au niveau des ateliers ou des groupes limités faisant exactement le même travail, et la perturbation maximum à l'échelon de l'entreprise, voir de l'état tout entier. Dans les conflits qui découlent de telles actions, le syndicat qui règle les conditions de salaires et de travail sur un plan général, en vue d'une "bonne marche" de l'entreprise, se retrouve, non par sa volonté propre, mais par le fonctionnement même de l'entreprise moderne, aux côtés de la direction de l'entreprise contre les travailleurs qui agissent ainsi pour défendre simplement leur vie, au niveau le plus concret de leur exploitation.

Les quelques grèves "sauvages" : Renault, Peugeot, SNCF-Sud est, etc... dont nous parlons ou parlerons, se retrouvent sur ce même schéma. Il s'en produira bien d'autres. Obnubilés par mai, certains voudront voir dans ces quelques grèves, le début d'une généralisation des luttes ou d'une transformation radicale du mouvement ouvrier. Si mai a été à la fois un révélateur, et a ainsi précipité une évolution, il n'a pas modifié radicalement le contexte des luttes: le capitalisme français est en place, et il continue d'évoluer; il n'est qu'un élément du capitalisme mondial -branche occidentale ou orientale - il participe au même titre que ces capitalismes à une évolution vers une concentration totale dont la forme achevée est dans le capitalisme d'état. Le capitalisme anglais vit depuis des années avec de telles grèves sauvages dont les traits se précisent peu à peu à mesure qu'évoluent les situations nationale et mondiale. En France, les syndicats ne sont pas encore au stade des Trade-Unions britanniques, et ils peuvent encore se faire de la surenchère à travers les luttes, les utiliser pour renforcer leur propre pouvoir par des manoeuvres politiques. Ainsi que nous l'avons dit au début, la grève du 11 mars fait partie de cette exploitation politique du mouvement ouvrier. Il n'est même pas sûr que certaines grèves surprises, que l'on peut de prime abord considérer comme des grèves sauvages, ne soient manipulées par les centrales syndicales. Le gaullisme se voit chargé de tous les péchés politiques dans une situation qui est mondiale et qui, par exemple en Grande-Bretagne, retombe sur les travaillistes, après que les conservateurs aient passé la main à plus habiles qu'eux, pour tenter de dominer les travailleurs. Il est possible qu'un tel mouvement travailliste - syndicats et partis de gauche- tente aussi en France une relève qui concilierait à la fois la prétention de ces organisations à la gestion de l'état capitaliste dans un capitalisme d'état et leurs liens privilégiés internationaux avec les USA, la Grande-Bretagne, ou la Russie. Ce n'est que l'évolution économique et sociale et l'évolution parallèle d'un mouvement ouvrier autonome qui favorisera le développement d'un tel mouvement politique " de gauche" se posant en sauveur du capitalisme traditionnel: ce n'est pas un hasard si après l'explosion de mai et l'apparition de grèves sauvages, on reparle d'une réunification syndicale, que le parti communiste définit sa "voie démocratique" et que la SFIO disparaît en vue de la formation d'un parti socialiste élargi. Les "gauchistes", tous ceux qui, depuis les léninistes, jusqu'aux anarcho-syndicalistes jusqu'aux activistes des comités d'action, chez qui la notion "d'avant-garde consciente"/s'abattent aussi sur les grèves dans lesquelles ils voient sans discernement les maillons d'une chaîne révolutionnaire mondiale. Des grèves peuvent ainsi faire illusion bien qu'elles ne soient soutenues par les syndicats parce qu'elles auront été portées à bout de bras par quelques militants; d'autres luttes parviendront à notre connaissance à travers des informations tout autant déformées que celles transmises par les syndicats ou la presse capitaliste. Partant l'intervention des "groupuscules, tout comme celle des syndicats ou des partis de "gauche" joue un rôle dans l'évolution des luttes vers l'autonomie. En Grande-Bretagne aussi par exemple, les groupes politiques ont tenté d'une manière ou d'une autre, de regrouper les militants d'entreprise, de créer des comités permanents, de former autour des grèves sauvages un mouvement révolutionnaire: toutes /-fait des ravages



ces tentatives ont échoué. Cela n'empêche pas ces mêmes organisations de continuer à réciter le même catéchisme, hors du temps. A un premier stade de développement des grèves sauvages, ces efforts des groupuscules ou les tentatives des syndicats aboutissent -objectivement- à briser le cercle du silence, à propager des informations sur les luttes, à mettre en contact des militants de différentes entreprises, à provoquer des réunions des travailleurs d'une même entreprise, à leur donner l'expérience même de ce qu'est un militant d'une organisation, quelle qu'elle soit, par rapport à leur mouvement réel, à leur donner l'habitude de manier des idées politiques. Ils sont ainsi amenés à dépasser le niveau de leur propre lutte, et en même temps de les rendre de plus en plus méfiants à l'égard de tout embrigadement.

Ce n'est pas là bien sûr, ce que veulent toutes ces organisations. Pas plus que les capitalismes ne provoquent les grèves sauvages en concentrant à l'extrême leurs entreprises, ce qui développe l'aliénation des travailleurs d'une part, et la vulnérabilité de la société de l'autre. Ces résultats sont pourtant toutefois prévisibles: si les travailleurs sont amenés à lutter à l'intérieur de l'entreprise contre l'emprise bureaucratique totale sur leur travail et sur leur vie, ils sont naturellement amenés à lutter contre les syndicats qui participent à cette emprise bureaucratique, à travers ces luttes à prendre conscience de ce qu'est la bureaucratie et de ce que peut être une gestion ouvrière de la production. Dans ces conditions, ils font la même critique de toutes formes d'organisations bureaucratiques qui tentent à s'immiscer dans leurs luttes pour les utiliser. L'exemple du mouvement ouvrier anglais est là pour confirmer ces faits: nous avons déjà parlé de ces luttes et nous en parlons dans ce même bulletin. L'exemple anglais ne nous sert pas de modèle car le développement du mouvement autonome des travailleurs est marqué dans ses formes concrètes par les caractères spécifiques de chacun des capitalismes nationaux; mais il permet de dégager la direction que prend le mouvement ouvrier en France. On peut écrire qu'une lutte est autonome lorsque les travailleurs gardent d'un bout à l'autre de cette lutte la gestion de celle-ci c'est-à-dire qu'ils y décident de tout: revendications, forme de la lutte, conduite de la lutte, reprise du travail. Mais dans la réalité tout est différent. Ce n'est pas parce qu'ils sont conscients de ces nécessités que les travailleurs mènent une lutte autonome. A plusieurs reprises nous avons cité l'exemple de luttes que les travailleurs doivent mener seuls non pas contre les syndicats mais en dehors d'eux, parce que ceux-ci s'en désintéressent. Un exemple récent vient encore de nous être donné par 25 ouvriers d'une entreprise du bâtiment qui ont mené seuls une grève de trois semaines bien que s'étant tous syndiqués à la CGT dans les premiers jours de la grève et qui ont dû prendre en mains toutes les décisions concernant leur lutte uniquement parce que le bonze local du syndicat se contentait de leur vendre des cartes, de percevoir des cotisations et leur conseillait à chaque visite de reprendre le travail parce que c'était foutu. Comme nous l'avons signalé plus haut, si des grèves sauvages peuvent avoir une importance aussi grande, c'est à cause de la structure même du capitalisme: un exemple extrême peut être donné par une grève récente aux usines automobiles de Vauxhall en Grande Bretagne où 10 ouvriers ont par leur grève, fait mettre à pied les 7500 ouvriers de l'usine et menacé ainsi l'une des plus grandes firmes automobiles anglaises. A ce moment, la réplique des dirigeants patronaux et gouvernementaux et des syndicats est la même: c'est tout l'appareil de gestion capitaliste qui se met en branle contre des travailleurs en lutte pour leurs simples conditions de travail et c'est ainsi tout le système social qui se trouve remis en cause.

Il ne faut pas croire que les grèves sauvages avec toutes leurs conséquences au niveau d'entreprises importantes et de l'état capitaliste entraînent une modification immédiate de la "conscience ouvrière". De même que l'autonomie des luttes se dégage lentement de l'affrontement avec les syndicats, les partis et les "groupuscules", de même les mentalités liées à ces structures et à celles de l'entreprise capitaliste elle-même n'évoluent qu'au cours de ces affrontements et des conséquences objectives des grèves sauvages à l'échelon de la société tout entière. Toutes ces conditions n'expriment qu'une même situation globale dans laquelle tous les facteurs interfèrent les uns sur les autres amenant des transformations conséquentes, lesquelles provoquent à leur tour d'autres



réactions et d'autres évolutions. Ainsi se développe la lutte de classe par un lent cheminement d'une "dialectique" marquée par des soubresauts révolutionnaires qui révèlent à chacun ce qui était dissimulé sous le poids d'institutions périmées; les travailleurs pris entre leur expérience de la production, leur expérience des structures sociales (y compris les syndicats et les partis) et leur propre "conscience" qui se développe au fur et à mesure des transformations de la société capitaliste et des conséquences objectives de leur lutte sur cette même société, approchent peu à peu de la réalisation d'un monde nouveau dans lequel leur intervention sera totale, c'est-à-dire où ils géreront totalement leur activité dans leur travail, et partant, dans leur vie.

des luttes

oooooooo

Potasses d'Alsace: Wittelsheim (Haut-Rhin)

Des mineurs ont commencé une grève générale le mardi 4 février, à l'amine Amélie, et jeudi 6 elle s'était étendue à l'ensemble du bassin. Le mardi 11 février, le travail a repris sur ordre des syndicats, après 4h30 de discussion avec la direction. Le Monde n'en a parlé en 15 lignes que le mercredi 12 février, sans dire le pourquoi de la grève. Il semble d'après la rédaction qu'elle ait débuté spontanément....

St Rambert d'Albon: (Drôme) Société Dalami.

Grève générale de 400 ouvriers à partir du lundi 12 février par solidarité avec un ouvrier sanctionné pour avoir refusé de travailler un samedi et un dimanche: avec demande de majoration et de récupération du travail du week-end. 11 lignes dans le Monde du 17/2/ (soit 6 jours après). Et puis le silence, on n'a jamais su la fin. Pas question de syndicats.

Gibert Jeune (Librairie-Paris)

30 employés, vendeurs la plupart, occupent la librairie le 12 février. Signe particulier: majorité d'étudiants qui habituellement sont vidés au bout de 3 semaines pour éviter augmentations, indemnités, etc.. Cela peut expliquer la forme que prend la grève: occupation et l'appui du mouvement étudiant, la librairie étant au centre du quartier latin. Manifestement la grève est sur les conditions de travail (salaires, garantie de l'emploi, arbitraire patronal). Mais le prétexte est la tentative de mise en place d'une section syndicale CFDT, de tout le système légal de délégation et la répression patronale qui s'ensuit. Ainsi cette grève inusitée prend-elle l'aspect d'une bagarre pour les "droits syndicaux". Après 7 jours d'occupation, toutes les revendications sont satisfaites par un accord sur les conclusions d'une commission de conciliation. Seuls les jours de grève ne sont pas payés. A la réunion de reprise, 11 présents, sur 30 et 7 pour la reprise. Le travail reprend. Huit jours plus tard, 7 licenciements sont annoncés par la direction, prélude à une fermeture "provisoire" de la librairie pour travaux. On ne sait pas la suite, sinon que Gibert est toujours ouvert et qu'il n'y a pas eu d'autre grève. Il est bien difficile de tirer un enseignement quelconque d'une telle grève. (articles dans Action des 13 - 21 février - et 4 mars 69)

Réseau SUD-EST SNCF

Grève surprise le jeudi 21/2 à 22h, jusqu'au samedi 10h, avec menace de prolongation des agents de conduite, conducteurs et accompagnateurs des dépôts de Paris et grande banlieue. Pour les conditions de travail et non sur les salaires. Les secteurs syndicaux de base CGT, CFDT, et autonomes semblent avoir suivi la base, plaçant les fédérations devant le fait accompli. Le préavis de grève n'a pas été respecté. Le débrayage suivait une réunion négative syndicats-direction et était un ultimatum: la reprise du travail fut décidée après "satisfactions appréciables" accordées après une laborieuse discussion le vendredi soir. On ne sait pas autre chose. Nouveau débrayage surprise le mercredi soir parce qu'une note de la SNCF remet en cause l'accord conclu. Là encore les sections syndicales de base revendiquent l'ordre de grève. Il semble qu'un clivage se produise entre les délégués syndicaux- sous le contrôle direct de la base- et les dirigeants syndicaux, analogue au clivage entre les shop-stewards et les bureaucraties syndicales en Angleterre.

(suite page 24)



# ESPAGNE

Sur les commissions ouvrières: ( voir ICO N° 78- février 69- pages 7 & 8 )

Un camarade de Paris pense que l'article traduit de "The Wall Street Journal" doit être lu avec la plus grande circonspection. Il y a des inexactitudes: l'Alliance Syndicale Ouvrière ( A S O ) n'a pas été créée par Franco mais par d'anciens militants de l'UGT (socialistes genre SFIO) et de la CNT (anarchistes) lesquels avaient été ensuite "désavoués" par les organisations espagnoles en France. (ICO avait publié en avril 66-N° 48 p.13 une " Résolution préliminaire sur le syndicalisme ouvrier espagnol" élaborée par d'anciens responsables de la CNT et des responsables des syndicats franquistes). L'USO est un groupe syndical clandestin venant des jeunesses catholiques; cette organisation a participé avec d'autres groupes à l'organisation en France de la semaine d'action contre la répression franquiste du 21 au 28 février dernier.

Les grèves :

D'après Le Monde (articles sur l'Espagne à lire aussi -entre autres- avec beaucoup de circonspection, surtout sur le rôle des catholiques) le mouvement de grève aurait pratiquement cessé dans le Pays Basque. Mais que sait-on sur l'Espagne par les journaux français quand déjà on en sait si peu et si mal sur ce qui se passe ici.

Un "meeting de soutien à l'Espagne" ( d'un camarade de Toulouse )

organisé par un "Comité" noyauté par le P.C. auquel participaient des socialistes et Force Ouvrière, mais dont étaient exclus les "gauchistes" (y compris la CFDT) Il y eut deux réunions, 1000 à l'intérieur et plusieurs centaines dans la rue.

"... vers 19h30, nous commençâmes à manifester bruyamment contre la démagogie des orateurs (haut parleur), les drapeaux et les banderoles apparurent, l'Internationale fut chantée et les mots d'ordre révolutionnaires fusèrent. Vers la fin du meeting, 20h, nous décidâmes de partir en manifestation sur le Consulat, mais le Comité de soutien appela ses membres à ne pas manifester, car une délégation devait aller porter une motion au Consulat. Finalement, nous partîmes à quelques centaines (500) en manifestation vers la place du Capitole, vu que les CRS bloquaient les rues sur le Consulat. En arrivant rue du Taur la police municipale coupa la manifestation, les CRS arrivèrent par derrière pour nous coincer et ce fut la dispersion. Vers 20h30 les derniers groupes furent violemment dispersés et quelques arrestations furent opérées." ...

Le comportement du Comité de Soutien a amené la formation d'un "Comité de Solidarité et d'Action" avec l'Espagne populaire - 3 rue Merly- Bourse du Travail-Toulouse. Ce comité se donne pour tâche: une large information politique sur les luttes révolutionnaires en Espagne en les reliant à nos propres luttes et la préparation d'actions précises là où nous sommes.

oooooooo

# BELGIQUE

d'un camarade de Bruxelles: .." la situation ici est relativement calme, bien que certains camarades croient deviner les prémices d'un sursaut important en pays liégeois. L'économie a repris, les exportations ont atteint un niveau record, mais l'une des causes fondamentales de cet essor est l'implantation d'un très grand nombre de petites usines de fouissage ou de sous-traitance, d'origine américaine surtout.

Le gouvernement et les pouvoirs régionaux rivalisent d'obséquiosité et de faveurs pour attirer les investissements étrangers, et restent sans réaction lorsque



Washington décide de racheter les ACEC, une des rares entreprises belges de pointe, qui emploie en Belgique 15.000 ouvriers. Dans le même temps, la crise est toujours aussi aiguë dans différents secteurs.

Dans le textile gantois, 14 entreprises ont fermé en 3 ans; le chômage partiel atteint fréquemment 10% des effectifs. A la fin de janvier, différents mouvements de débrayage commencèrent spontanément, freinés par les syndicats.

De nombreux étudiants vinrent soutenir les ouvriers, les aidant notamment à diffuser un tract. Les syndicats les qualifièrent évidemment de "provocateurs", d'"agents de Pékin". Les choses sont vite rentrées dans l'ordre, mais un début d'entente et de compréhension entre ouvriers et étudiants a été réalisé.

Le lundi 10 février, les 850 ouvriers des charbonnages Sainte-Marguerite à Péronnes se mirent en grève, occupèrent leur puits et hissèrent le drapeau noir. Ce puits doit être fermé le premier mars et aucune garantie sérieuse de reclassement n'avait été proposée. Le gouvernement céda rapidement. Il décida la réouverture d'un puits qui avait été ultra modernisé, puis abandonné, suivant la bonne logique du capitalisme; tous les ouvriers seront reclassés sans perte de salaire; le travail a repris le 17.

Sur le plan universitaire, l'Université de Bruxelles semble se reposer sur ses lauriers. L'affrontement violent de décembre suscite encore quelques remous, notamment au syndicat (socialo-communiste) dominant où les professeurs réformistes ont essayé, en vain, d'emporter les condamnations des "provocateurs", "négalivistes", etc.. (A cette réunion syndicale, il y avait un ancien ministre, un ancien sénateur et un ancien député). Pendant ce temps, l'administration essaye de reprendre progressivement le terrain perdu; elle s'est attaquée récemment à un des principaux animateurs de l'Assemblée libre, un assistant, qui est menacé de renvoi. L'affaire est en cours.

L'université de Liège avait été très peu active lors des événements de mai-juin. Plus petite et plus traditionaliste que les Universités libres, cette université d'état jouit depuis quinze ans d'un recteur comme on n'en fait plus, qui s'oppose pied à pied aux revendications les plus anodines des étudiants. Voici un échantillon de son style. A une délégation d'étudiants: " je n'ai pas à prendre des engagements sous la menace. Je vous avais donné 20 minutes pour revoir votre position. Il s'en est à présent écoulé 26. Vous pouvez disposer."

Après des incartades de ce genre mises au service d'un freinage continu des mini-concessions arrachées par les étudiants avec l'accord du gouvernement, on ne peut s'étonner que les étudiants de l'U.G. (équivalent de l'UNEF mais uniquement local) décidèrent d'occuper le hall universitaire à partir du mercredi 19 février au soir. Le recteur tenta bien de les faire déloger par la police mais les autorités, même le bourgmestre (de droite) de Liège refusèrent. Au moment où j'écris une solution de compromis semble avoir été trouvée et les étudiants ont décidé d'abandonner l'occupation."

## P A Y S - B A S

Du 13 au 18 juin 1966, Amsterdam a connu une atmosphère révolutionnaire suite à un mouvement des ouvriers du bâtiment (voir ICO N° 51-juillet 66- Lutte prolétarienne à Amsterdam et N° 53, octobre 66, provos, blousons noirs, ouvriers, ainsi que le numéro spécial: Les Provos et la lutte de classe.)

Le point de départ de cette lutte était le refus par les ouvriers d'un accord entre les patrons et les syndicats qui autorisait ceux-ci à prélever 2% sur les indemnités de congés payés distribuées par leur intermédiaire. Autrement dit, les syndicats prélevaient ainsi sur tous les salariés un impôt parce qu'ils avaient accepté de faire le travail des patrons, la paie d'une partie des salaires.

L'Usine Nouvelle ( 26 décembre 1968) annonce qu'après de "longues négociations" syndicats et patrons de la métallurgie ont signé un accord qui augmente les salaires et fixe l'indemnité de vacances :



" L'allocation minimum de vacances a été fixée à 540 florins (740 Frs). En outre les entreprises verseront aux syndicats ouvriers 10 florins (14 frs) pour chaque ouvrier membre, au profit de la main d'oeuvre organisée. Ce nouveau contrat qui intéresse environ 200.000 ouvriers, constituera vraisemblablement un exemple pour d'autres secteurs."

Autrement dit, ce sont les entreprises qui financent directement les syndicats à l'insu des ouvriers. On peut admirer aussi la leçon que dirigeants patronaux et syndicaux savent tirer des grèves. La "maladresse" qui avait consisté à piquer 2% des indemnités directement aux ouvriers est réparée: c'est le patron qui paie directement en payant d'autant moins aux ouvriers.

oooooooo

### LE R O L E des S Y N D I C A T S

C'est le maintien de l'ordre social.

Il faudrait refaire toute l'histoire du syndicalisme pour montrer que dans les périodes cruciales pour le capitalisme ( guerre de 1914, 1936, et préparation à la guerre, période de 45-47 de reconstruction du capitalisme français, mai 68) les syndicats ont encadré étroitement les travailleurs pour en faire les instruments de la classe dominante. A chaque fois ils n'ont pas reculé devant les fonctions dans l'appareil d'Etat, la dénonciation, le chantage, la violence. Ce que l'on affronte aujourd'hui, d'autres l'ont connu mais le plus souvent dissimulé dans le cloisonnement des entreprises, camouflé derrière la façade "ouvrière" des organisations. Les faits que l'on retrouve maintenant presque quotidiennement depuis mai ne sont plus fréquents, plus apparents et plus durs que parce que la situation le requiert. Certains persistent à parler de "trahison" des syndicats et des dirigeants syndicaux parce qu'ils pensent que ce rôle du syndicat dans la société capitaliste est le fait des hommes et non le fait du capitalisme lui-même et des nécessités du fonctionnement de l'économie capitaliste. Cette "fonction" du syndicat s'est seulement développée et parfaite avec l'évolution économique; elle s'est dégagée de sa façade d'organe de défense des travailleurs pour apparaître comme un appareil de liaison et d'encadrement, rouage de l'appareil de domination capitaliste, auquel on donne un pouvoir économique et social. L'élément nouveau qui s'est précisé nettement en mai, c'est la disparition de l'adhésion volontaire au syndicat et de la "confiance" qui accompagnait cette adhésion. Le syndicat agit donc ouvertement par la contrainte directe à la manière de tous les organes de répression de la société. Quoi d'étonnant alors à ce qu'ils se retrouvent du côté de la police?

#### La dénonciation:

" P.S. - A 6h du matin, vendredi 7, des tracts de toute nature distribués par des éléments étrangers à l'usine ne manquaient pas.  
- des titres différents, un dénominateur commun, l'anti-CGT.  
- un transport commun: une diable rouge immatriculée en Hte Saône (90)"  
( tract CGT-Renault- I2/2/69).

" La CGT du Mans a indiqué que des collectes avaient été organisées dans les rues du Mans par des inconnus et qu'en aucun cas elle n'avait décidé de faire cet appel à la solidarité". ( Le Monde- 4/3/69).

La liberté d'expression: " le comité de grève des étudiants de Lille en grève depuis le 10 février, devait faire une réunion publique dans les locaux de la Bourse du travail de Lille le 21 février, avec la participation de M. Bernard Herzberg, secrétaire



général du S.N.E.-sup. Des tracts invitant la population à y participer ont été distribués en ville. La CGT et la CGT-FO ont publié à leur tour des communiqués pour préciser que la réunion ne pouvait avoir lieu à la Bourse du travail. La CGT demande aux travailleurs " de ne pas participer à une manifestation organisée par des irresponsables". Elle ajoute que la salle avait été retenue par la Fédération de l'éducation nationale ".  
( Le Monde - 2I/2/69).

La "protection du travail"

Chacun peut juger du rôle joué par des dirigeants CGT-cheminots lors de la manifestation du 14 février à la gare de l'Est; citons les deux communiqués:

Le Monde 18/2/69.

À la gare de l'Est, le service d'ordre était dirigé par un état-major qui, du haut des escaliers surplombant les quais contrôlait les opérations. À ce propos un responsable de la CFDT présent à ce moment là, exprimait quelques instants plus tard son "écoeurement" en ayant aperçu, aux côtés des fonctionnaires de la SNCF et de commissaires de police, deux membres de la CGT (Fédération des Cheminots) qui, selon ce syndicaliste de la CFDT, collaboraient activement à cette surveillance. Il s'agissait d'assurer la "bonne marche" du service ferroviaire en signalant aux policiers les arrivées de trains "suspects" de banlieue dans lesquels avaient pris place des contestataires pour pénétrer dans la gare. "C'est un véritable scandale" ajoutait le représentant de la CFDT et c'est avoir une bien piètre conception du syndicalisme que de se trouver aux côtés des forces de l'ordre au cours d'une manifestation "

Le Monde 19/2/69

La CGT "s'élève contre cette déclaration qui relève d'une véritable infamie. Notre syndicat de Paris-Est avait mis en garde le 13/2 les cheminots contre l'utilisation qui pouvait être faite par le pouvoir de cette manifestation. Il avait dans ce cas précis, indiqué qu'il n'était nullement concerné. Ils s'en sont strictement tenus là. L'imagination d'un prétendu responsable de la CFDT a fait le reste. Car en aucun cas, et à la CGT nous sommes bien placés pour le savoir, nos militants du syndicat du secteur de Paris-Est, comme d'autres de la CGT, n'ont jamais été du côté des forces de l'ordre, mais toujours du côté des travailleurs." De son côté la Fédération des cheminots CFDT "fait connaître qu'elle n'avait donné aucun mandat à l'un de ses dirigeants pour participer d'une façon quelconque à cette manifestation, y compris pour faire des déclarations à la presse "

Il faut évidemment savoir lire les démentis et les mises au point. Car ce qu'a dit un militant de base CFDT était bien exact, confirmé par d'autres sources; ce n'étaient pas des militants de base CGT qui étaient aux côtés des flics, mais d'autres... en imperméables, on peut même préciser. Quant à la CFDT, elle rappelle à l'ordre le militant "trop sensible": le contrôle bureaucratique, ça compte, surtout au moment où les dirigeants "renouent le dialogue" avec la CGT. C'est-à-dire mettent au point les moyens d'éviter le retour de grèves comme mai.

oooooooo

Aux Ordres de NIXON

Le 1<sup>o</sup> mars, après un entretien avec De Gaulle, "Le président s'est ensuite rendu à l'ambassade des Etats-Unis, où 19 personnalités l'attendaient dans le bureau de Mr. Shriver... Etaient présents... Raymon Iron, ..Bergeron, secrétaire général de FO, Jean Daniel, directeur du Nouvel Obs. Descamps secrétaire général de la CFDT. Huvelin, président du CNPT, Hélène Gordon Lazareff, directrice de Elle... Guy Mollet... Paul Vincent, directeur général des Banques Rotschild..." (Le Monde-4/3/69).- Un premier rendez-vous de mars en quelque sorte....



## sous les drapeaux du nationalisme

Le samedi 1<sup>er</sup> mars les "groupuscules" et les comités d'action appelaient à manifester contre la guerre du Viet-Nam et l'impérialisme américain. Le parti communiste aussi. Le gouvernement a laissé se dérouler une manifestation au quartier latin et une autre à la République, en faisant confiance aux flics du parti et à ceux de l'état capitaliste, pour endiguer le flot. Ce qui a à peu près réussi. L'intense propagande des groupes trotskystes, pro-chinois, etc., contre l'impérialisme (américain bien entendu) dans le cadre des journées anti-impérialistes, a valu à beaucoup de descendre dans la rue derrière les drapeaux d'une bureaucratie totalitaire, celle du F N L pour les besoins d'autres impérialismes -russe ou chinois- et grâce à la tolérance -limitée- du propre capitalisme français, rusant présentement avec le capitalisme américain.

Tout le monde paraît y trouver son compte: le gaullisme qui montre à Nixon l'opposition du peuple français à une totale hégémonie américaine, ce qui est une carte dans son jeu, le P.C. qui redore quelque peu son blason et récupère quelques hésitants et nostalgiques des années 50 (U.S. Go Home et "Ridgway la peste") et montre qu'il peut être un bon rempart national contre le capital américain, les gauchistes qui ont enfoncé le service d'ordre du P.C., "manifesté quand même" et cassé quelques vitrines de boîtes américaines, les mini-bureaucraties des groupuscules qui ont des faits d'armes pour glorifier la journée anti-impérialiste et trouvé là l'occasion d'illustrer par des coups de mains spectaculaires leur théorie de l'organisation, les groupes de choc bien préparé à cette forme de lutte étant le modèle même de l'efficacité du "parti révolutionnaire".

A travers toutes ces constatations on retrouve un problème fondamental qui se pose chaque fois qu'une guerre impérialiste (elles le sont toutes, d'une manière ou d'une autre) semblait poser le problème d'un choix entre un camp ou un autre. Au nom de la "résistance à l'opresseur et au nazisme", beaucoup épousèrent ainsi au cours de la guerre 1939-45 les intérêts "alliés" (provisoirement) des branches occidentale et orientale du capitalisme aidant ainsi à établir la domination du monde pendant 20 ans par les plus puissants des états "impérialistes" USA et URSS. Dans les années 50, jusqu'à maintenant, la lutte contre l'impérialisme américain en entraîna d'autres dans le soutien au capitalisme d'état russe ou chinois. De 1955 à 62, la lutte contre la guerre d'Algérie se réduisit pour beaucoup par le soutien au F N L, c'est-à-dire le soutien d'une bureaucratie capitaliste, comme il s'en est établi dans nombre de pays dits "socialistes". Le soutien au F N L dans le cadre de la lutte contre la guerre du Viet-Nam aboutit à dissimuler les mêmes réalités: que les paysans vietnamiens sont des soldats et rien d'autre, écrasés comme les soldats de toutes les guerres entre les intérêts d'états capitalistes, ici les USA, la Russie et la Chine, qui s'affrontent pour la domination dans cette partie du monde; que le F N L et le gouvernement du Nord Viet-Nam ne sont qu'une même bureaucratie, classe dominante qui opprime et opprimerà les paysans et les ouvriers, comme dans tous les autres pays "socialistes".

Se servir de tout ce qui passe pour crier sa haine de la guerre, des états, des classes dirigeantes et des systèmes qui l'engendrent, n'a de sens que si l'on montre clairement ce qu'est cette guerre et les différentes forces qui s'y affrontent. La confusion conduit inévitablement dans le camp de l'une ou l'autre de ces forces. Au contraire, une position claire amène ces forces à se démasquer et les empêche d'exploiter un mouvement dirigé contre la guerre.

La "lutte du peuple vietnamien pour sa libération", les drapeaux viet-cong à profusion, le soutien au F N L, ne sont pas seulement de l'anti-impérialisme. C'est pour les pro-russes le soutien au capitalisme d'état russe et à sa classe dirigeante c'est pour les pro-chinois le soutien au capitalisme d'état chinois et à sa classe



dirigeante, c'est dans le soutien à l'état vietnamien la défense d'une même classe dirigeante dans un pays capitaliste d'état et qui le deviendra totalement par la "victoire du peuple vietnamien".

L'anti-impérialisme ce n'est pas la lutte contre un capitalisme mais contre tous les capitalismes, qu'ils appartiennent à la branche occidentale, orientale ou extrême orientale. La domination américaine sur le sud Vietnam signifie le maintien de structures semi féodales et un semi esclavage pour les paysans vietnamiens. La démocratie "populaire" vietnamienne, c'est l'installation d'une classe (bureaucratique, politique et économique) qui tant bien que mal, en s'inféodant peu ou prou par force, à l'un des capitalismes d'état chinois ou russe, tentera d'assurer l'industrialisation, la "modernisation" du Viet-Nam, au prix de sacrifices sans nom, au nom d'un "idéal socialiste". Le paysan vietnamien n'a pas le choix: se libérer de sa condition passée de misère et présente des maux de la guerre, c'est passer sous le joug de l'aliénation moderne. Dans la mesure où la société mondiale reste capitaliste, la seule perspective - inévitable parce qu'elle est le cours même de l'histoire - est dans cette société bureaucratique d'exploitation, forme moderne des révolutions bourgeoises dans les pays arriérés, dont le proto-type reste la révolution russe avec sa théorie: le léninisme. Il n'en peut être autrement que si les prolétariats des pays capitalistes dominants se libèrent et qu'un monde nouveau s'instaure.

Les problèmes que nous soulevons ici ont été abordés maintes fois dans des discussions entre les camarades d'ICO (I). Pour terminer, nous pensons citer l'intervention d'un camarade américain lors de la discussion que nous avons eue à Taverny en juillet 1967, précisément sur la guerre du Viet-Nam:

" Il est facile de caractériser le type de lutte sociale dans les pays sous-développés comme le Viet-Nam. C'est un problème capitaliste. Il peut se faire sous deux formes, soit un néo-colonialisme sous la domination de puissances occidentales, soit par un capitalisme d'Etat. Dans ce dernier cas, le fait qu'il y ait une révolution paysanne ne modifie pas le fait que si ces paysans réussissent, ils sont dépassés par une néo-bourgeoisie comme en Russie ou en Chine qui entreprendra l'accumulation du capital sur les paysans et les ouvriers.

" Derrière le mouvement initial de libération, il y a des conflits impérialistes et les puissances impérialistes sont déterminantes dans le développement de ces luttes. De sorte qu'elles ne concernent plus seulement les pays arriérés. Par exemple, l'intervention impérialiste du capitalisme au Viet-Nam ne fait pas que résoudre des problèmes économiques aux USA mais aussi conduit à la mort les ouvriers américains. La lutte contre l'exploitation signifie également la lutte contre la mort pour défendre sa vie. Dans les circonstances présentes les ouvriers américains doivent être anti-impérialistes, ce qui signifie l'opposition à toutes les guerres du capitalisme américain. Si la classe ouvrière réussit à gêner sa propre bourgeoisie, cela signifie un soutien au mouvement de libération nationale: la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste d'un côté, devient un soutien à un mouvement capitaliste de l'autre. Ce sont les contradictions de la vie contre lesquelles on ne peut rien. Pourquoi alors s'attacher à définir une position alors qu'on ne peut aboutir à une position. La première et la seconde guerre mondiale ont été menées des deux côtés par des forces impérialistes et on a bien été obligé de dire "à bas la guerre" pour défendre sa vie. La première condition pour être révolutionnaire est de défendre sa vie, ce qui signifie l'opposition à la guerre, donc à la guerre du Viet-Nam comme action militaire. Et ceci pas seulement dans la production, mais à tous les niveaux (refus de l'armée, comités de soutien..). C'est une position anti-guerre.

(I) voir I.C.O. N° 60 p.10 - N° 61 pages spéciales de I à III et p.14 - N° 62 p.1 ainsi que toute une série d'articles sur le Viet-Nam non encore terminée;



et il est absolument nécessaire qu'un tel mouvement se développe même si l'on reconnaît la direction prise par les pays sous-développés. On doit faire le maximum dans tous les Etats capitalistes pour s'opposer à toute notion impérialiste de leur bourgeoisie. S'il y a escalade vers la troisième guerre mondiale, tous les ouvriers seront en cause. Le fait que le mouvement contre la guerre soit restreint aux U.S.A., n'exclut pas que les mêmes problèmes se posent demain en Europe, et que les ouvriers se retrouvent, comme les ouvriers américains, forcés de lutter contre la guerre. L'intérêt des ouvriers, partout est de s'opposer à leur propre système impérialiste. On ne peut pas rester neutre dans la question du Viet-Nam. Il faut utiliser la guerre pour détruire son propre système et ne pas mettre l'accent sur le caractère des pays arriérés mais sur la destruction de l'impérialisme dans les pays avancés. Cette destruction contribuera à la libération des pays sous-développés. Si la guerre du Viet-Nam augmente la lutte de classe dans son propre pays, il ne faut pas insister trop sur le fait que les vietnamiens n'ont aucune chance de se libérer eux-mêmes, mais insister sur les chances de nous libérer nous-mêmes et contribuer à leur libération.

"Le prétexte qu'il existe un capitalisme d'Etat à Hanoï ne doit pas nous faire relâcher la lutte contre la guerre. Quelle que soit la nature des pays sous-développés et la notion de capitalisme d'Etat, on contribue à leur libération en luttant contre le capitalisme dans son propre pays. "

## LUTTES

oooooooooooo

suite de la page 17

### THIS-ADNS- banlieue de Paris

Centre de contrôle de la navigation aérienne. A partir du mardi 25 grève du zèle. Grève surprise sans préavis pour protester contre un projet de statuts. Ces travailleurs n'ont pas le droit de grève, d'où la forme de la grève. On ne sait pas la suite.

### La grève du bâtiment G.G. -usines Renault du Mans.

A maintes reprises, nous avons parlé dans I.C.O. des transformations profondes des usines Renault par d'incessantes réorganisations et des répercussions sur les conditions de travail (salaires, cadences, mutations, etc..)

Nous n'avons pas de contacts directs avec les ouvriers de l'atelier en cause, mais un camarade de Billancourt a décrit ce que signifie, à son niveau, ces transformations:

" Avant les magasins étaient compris dans les départements et avaient les mêmes avantages ou désavantages. Tout en étant un service à part. Pour "économies" il y a eu où je suis, regroupement de quatre magasins des Forges et des Fonderies, dont deux qui étaient très peu importants et aux salaires assez bas; c'est devenu "service administratif" avec baisse de salaire. Aux fonderies, outre le bruit et l'atmosphère insalubre, le coefficient était plus faible, mais le taux horaire plus élevé; aux Forges: coefficient plus fort, taux horaire plus faible; coefficient plus fort car les chefs disaient que le travail "noble" était le plus important (noble ça veut dire plus de paperasses et diversité dans l'outillage métrologique, ce qui est vrai).

La réduction du taux horaire et du coefficient est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1969; les chefs habituels et un caïd de la direction du personnel sont venus nous expliquer les bienfaits de la diminution des salaires. Les magasins des Forges ont été réunis à ceux des Fonderies, avec les insalubrités et le bruit. Il y avait avant 24 personnes aujourd'hui, nous sommes 11 avec le chef qui n'en branle pas une, et rarement tous présents, qu'on ne remplace pas.

Donc tout ce beau monde nous a dit que nous étions personnel administratif, non productif, que tout le personnel des magasins avait le même taux, que nous étions les seuls à être payés si cher, que si nous, aux Forges, on a été si longtemps avec un salaire aussi fort, c'est simplement que l'étude du poste avait été faite par un chrono qui était un imbécile. En fonction de quoi, le coefficient pour les uns a été diminué de 4 points et le taux horaire de 22 frs pour tous, s'appliquant à tous les nouveaux. Quant aux anciens comme moi, ils nous font la "gentillesse" de nous donner une



prime compensatrice de 22 frs, mais si l'on est muté à un autre poste, même magasin, elle disparaît.

Aucun des gars n'a protesté, seul moi, j'ai voulu plus de détails et demander que l'on nous fasse une compensation sur le coefficient. La direction du personnel m'a dit, remerciez votre patron, il a bien travaillé pour vous, il a obtenu cette prime compensatrice, car si nous avions voulu, nous vous disions: voilà maintenant ce que vous toucherez, un point à la ligne."

C'est à la suite d'une telle modification du système de cotation des postes qui entraînait des baisses de salaires, qu'a éclaté la grève des 326 ouvriers du bâtiment G.G. (montage de trains avant). On ne possède aucun détail sur la manière dont la grève a débuté le lundi 24 février, mais ce qu'on sait, c'est qu'elle ne fut connue, à Billancourt, que le mercredi 26 (2 lignes au bas d'un tract CGT- voir plus loin) et le jeudi 27 par une affiche de la direction annonçant la mise à pied de 3000 ouvriers des départements 74 et I2, faute d'approvisionnements. Une première constatation: les ouvriers de l'atelier n'ont pas cherché à étendre leur mouvement aux autres usines Renault; les syndicats ont fonctionné comme on pouvait s'y attendre, y compris la CFDT. La faiblesse des "groupuscules" qui n'ont pu jouer le rôle d'information, de coordination ou d'organisation auquel ils prétendent parce que les ouvriers en grève n'ont pas voulu ou pas pensé les utiliser.

Pourtant déjà des discussions et un accord avaient eu lieu à Billancourt entre la direction et des délégués CGT et CFDT: les ouvriers avaient dans la journée du 27 rejeté cet accord. Cette tentative, avant que la grève ne soit connue par l'arrêt d'atelier de Billancourt, marque bien le caractère de la grève "sauvage": ouvriers d'un côté, syndicats et dirigeants de l'autre faisant l'impossible pour faire reprendre le travail et empêcher les conséquences dans l'usine.

Dans un tract diffusé au Mans, la CGT considérait que les propositions de la direction (promesse de révision du système de rémunération) constituait un "recul important de la direction" mais déclarait que cette promesse était liée à la reprise immédiate du travail.

Le 27 au soir, les grévistes maintenaient leurs positions, revendiquant le même tarif pour tous les postes de la chaîne, le rétablissement de leur ancien salaire, la suppression de tout abattement sur les primes et le paiement intégral des journées de grève. Ce même jour, la CGT-Renault-Le Mans, publiait un curieux communiqué dénonçant l'attitude de la direction (mise à pied des grévistes) mais refusant en pratique toute solidarité réelle:

"...dans l'immédiat, la situation n'est pas fondamentalement changée. La CGT estime que la grève du G.G. est efficace et doit continuer dans sa forme actuelle. A ce jour, une grève généralisée ne ferait qu'aider la direction. Nous la laisserons prendre ses responsabilités... La CGT renouvelle ses propositions pour qu'une discussion sérieuse s'engage.. ne souhaite pas envenimer le conflit.. la solution réside dans une négociation ..."

A part les deux lignes du tract CGT (citées plus loin) du mercredi 26, les syndicats n'apparaissent à Billancourt que le vendredi 28 février: un tract commun CGT-CFDT-FO d'une demi-feuille: il n'y est question que de "la grave responsabilité de la direction" de réunion des seuls travailleurs mis à pied, de délégations, et d'un projet de "meeting d'information central dans l'après-midi... si la situation l'impose".

Un meeting a bien lieu le samedi 1<sup>o</sup> mars à 13h45, à 1/4 heure de la sortie d'une des équipes (2 x 8) qui travaille; la majorité des ouvriers sont au repos. Une centaine d'ouvriers assistent au meeting pour entendre Halbeher déclarer qu'il ne faut pas tomber dans la provocation de la direction, qu'il y aura des débrayages limités le lundi si c'est nécessaire, et qu'il faudra bien faire attention à suivre strictement les consignes syndicales...

Le 3 mars, nouveau tract commun à Billancourt: il y est question de nombreux débrayages à Billancourt, à Sandonville, au Mans. Mais il n'appelle qu'à un rassemblement des chômeurs forcés, et ne parle que de démarches auprès de Dreyfus, du Ministre du Travail..



Peut-être un meeting si...

Alors que les syndicats continuent d'atermoyer pour éviter à tout prix une grève Renault qui les placerait dans la même situation qu'en mai, la direction a le champ libre pour tenter au cours du week-end de reprendre en mains les ouvriers du G.G. isolés dans leur lutte; FO a fait une déclaration que ne désavouerait pas la direction. Le dimanche 2 mars, des cadres, contremaîtres et régleurs, sont envoyés auprès de chaque ouvrier, à domicile, pour les "persuader", promesses assorties de menaces.

Sûre de son fait, la direction a fait venir pour l'équipe du matin (4h45) de nombreux camions pour emmener les pièces vers les autres usines. A Billancourt, Flins, et Sandonville, les mis à pied sont convoqués en début d'après-midi. Le travail reprend effectivement à G.G. mais dans des conditions telles - pratiquement un cadre derrière chaque ouvrier- que 200 jeunes ouvriers des ateliers voisins envahissent le bâtiment G.G. molestent les "encadreurs" et font à nouveau débrayer la chaîne.

Un tract commun CGT-CFDT avait prévu deux débrayages: 12h30-14h, et 15h-16h30. Un premier meeting à 13h- 1000 ouvriers y assistent. L'équipe du soir ne reprend pas. Nouveau meeting de 15h à 16h30 devant l'atelier G.G.: 9000 ouvriers y participent. Il faut croire que la tension monte au Mans car la direction accepte des pourparlers à 16h. Mais dans une villa hors de l'usine, c'est-à-dire hors de la pression possible des ouvriers. Ils durent 2h30.

Le lendemain matin, tract CGT annonçant le résultat, considéré comme une "nette victoire" par les syndicats.

" nous avons refusé l'aventure; mais nous avons refusé tout compromis qui se serait fait aux dépens des travailleurs".

Le compromis en question comprend: révision des salaires des postes au 1<sup>er</sup> juin, pas de sanctions, primes versées en partie, 15 postes révisés immédiatement, 20% de la prime de mars versée. La situation est confuse, en raison des pressions individuelles, du chantage à la mise à pied ou au lock-out, de la "victoire" syndicale. Pourtant, l'équipe du matin à 4h45 refuse de reprendre. Un vote (secret) organisé par les syndicats a lieu à 9h - 167 pour la grève, 133 contre. Des bruits de lock-out courent. A 10h45 l'équipe du matin reprend. C'est alors l'entremise directe à 11h du bonze syndical CGT, Beaumont, responsable national de la branche auto du syndicat des métaux CGT auprès de Dreyfus: sans nul doute pour dire qu'ils ne tiennent plus rien si la direction ne cède pas:

" payez intégralement la prime trimestrielle, faites que s'engagent rapidement des négociations pour revoir l'ensemble du problème des cotations de poste, et nous pensons que le personnel reprendra le travail ".

Dreyfus donne son accord 10 minutes plus tard et à 14h, la CGT sort un tract à l'embauche de l'équipe du soir, qui reprend le travail à 14h. (on sait aller vite à la CGT quand il le faut). On peut observer dans tout ceci la balance entre l'autonomie de la lutte et l'emprise des bureaucraties syndicales.

Le mardi 4 au matin, alors que la grève dure toujours au Mans, la CGT à Billancourt, l'a déjà enterrée. Un tract de la section CGT des Fonderies titre:

" Pourquoi les travailleurs du Mans étaient en grève?"

Et appelle à un débrayage d'une heure par équipe pour les cotations de poste (voir les problèmes exposés au début pour les Fonderies) au moment où ils pensent que la grève est terminée au Mans, sur le même problème. Un tract de deux pages du P.C. intitulé:

" Irresponsabilité et provocation"

explique pourquoi il faut se battre par atelier:

" Comme nous n'avons cessé de le montrer et tout particulièrement depuis juin 1968, les quelques éléments troubles qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, prônent l'aventure au nom de la "révolution" sont maintenant démystifiés ... Si la provocation de la Régie a pour but de dévoyer la lutte unie pour imposer le succès du rendez-vous de mars, c'est l'inverse qui se produit ..."



Le 26 février ( la grève du Mans dure depuis 3 jours) le syndicat CGT des Travaillours Horaires et A.P.R. Renault distribuait à Billancourt un tract " 179I-1968" sur la section syndicale et contenant entre autres les revendications suivantes:

" 2°) le secrétaire du syndicat dans l'usine: Jean Vigneron, travaille à l'usine O (Porte de St Cloud). Voilà près de deux ans que nous demandons qu'il soit muté à la grande usine, conformément aux textes de mai-juin. La Direction refuse. (motif : aucun chef de département ne voudra de Mr. Vigneron.

" 3°) la loi contraint l'employeur à mettre à la disposition des syndicats un local convenant à la pratique de leurs activités. La Direction a offert une pièce de 25m2 à la CGT qui représente 75% des suffrages et 25m2 au syndicat indépendant qui en représente 3,8. Mais il y a pire .. Elle interdit au secrétaire général et secrétaire général adjoint de pénétrer dans le local !!! " ...

Et comme cela sur deux pages. A la fin du tract ces deux lignes :

" Au Mans: R 4, R 6, R 16 de montage des trains avant sont en grève illimitée pour la révision des taux de poste ".

Electro-Mécanique: ( bâtiment- installations de protection contre l'incendie, chantier de la banlieue nord dans des entrepôts Calberson en construction à St Denis).

25 ouvriers - 4 français- les autres étrangers- Certains touchent une prime de déplacement de 18 frs. D'autres de 4f50 par jour, selon la qualification. P ou O.S. distribuée à la tête du client, par le chef de chantier.

Au cours d'une réunion, ils décident de demander une augmentation de salaires notamment la prime à 18 frs pour tous. Une heure de douches. Cahier de revendications établi et porté par deux ouvriers au patron le lendemain: les deux sont licenciés immédiatement. Les 25 décident la grève. L'un d'eux, ex du P.C. et de la C.G.T. contacte l'Union locale du I9è: un responsable se pointe avec des cartes et la V.O.: il vend 22 cartes contre 4 ou 5 frs. C'est fort de faire cracher des gars en grève.

La semaine se passe. Le responsable CGT dit: il faut reprendre et continuer la grève perlée. Deux semaines. Trois semaines. Seuls. Ce sont eux-mêmes avec des copains de St Denis qui organisent leur solidarité, contactent les autres usines, les facultés à Nanterre et à Censier, mènent les "pourparlers". Les seuls responsables CGT qu'ils voient de temps à autre, leur conseillent de reprendre le travail.

Finalement après trois semaines de grève, et en fin de semaine, une proposition de la direction. Sur 25, 23 voient proposer une augmentation différente. Certains sont à bout de souffle, d'autres séduits par les flatteries et les augmentations personnelles. La reprise est inévitable, s'ils veulent garder quelque peu leur cohésion.

La leçon: c'est l'abandon total de la CGT - pourtant ils se sont tous syndiqués- qui les obligent à organiser - eux et d'autres travailleurs- leur lutte par eux-mêmes. Ce n'est pas tant le résultat qui est à considérer, c'est la manière dont la lutte s'est déroulée et l'expérience qu'en ont tiré ces ouvriers qui est importante et proche des autres luttes dans d'autres usines.

## grande Bretagne

oooooooooooo

Nous avons pensé faire un article sur la situation du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, mais faute de temps et de place, nous devons le reporter à un prochain numéro d'I.C.O. Nous ne donnons ci-après qu'un aperçu de deux des grèves les plus significatives de ces derniers jours; à travers cet aperçu les camarades pourront faire le rapprochement avec la situation en France. Il faut toutefois ajouter que ce type de conflit est très fréquent en Grande-Bretagne, et que tous les efforts du gouvernement, du patronat et des syndicats visent à maîtriser la lutte des travailleurs anglais à travers les grèves sauvages.



FORD - ( d'après les informations de : "Financial Time", "Le Monde", et "The Times Business News").

La direction de Ford et 15 syndicats ( tous affiliés aux Trade Unions) ont signé le mardi 11 février un accord concernant 46.000 horaires, prévoyant une augmentation de 7 1/2 à 10%, alors que la politique du gouvernement travailliste n'en prévoyait que 3 1/2 %, qui était un plafond, mais en échange, les dirigeants syndicaux-et le gouvernement-avaient accepté les deux clauses suivantes:

- versement des 2/3 du salaire pendant 10 jours en cas de mise à pied, par suite de réduction des ventes ou de grèves dans d'autres usines, seulement aux ouvriers n'ayant pas fait de grèves sauvages au cours des 6 mois précédents
- indemnité de congés payés portée de 5 à 25 livres ( de 60 à 300 Frs) pour les seuls ouvriers n'ayant pas débrayé au cours des 12 mois précédents.

Ils étaient si fiers de leur oeuvre, qu'ils se proposaient de l'étendre à d'autres usines, notamment chez Rootes, autre trust de l'automobile. A l'usine Ford de Dagenham (banlieue de Londres). Dès le mercredi 12 février, 2000 ouvriers rejettent l'accord et menacent de se mettre en grève le 24 février, si les termes de l'accord ne sont pas révisés.

Le 17 février, les shop-stewards de toutes les usines Ford, réunis à Londres, décident contre les directions syndicales, de lancer un préavis de grève illimitée pour le 24 février.

Comme les signataires de l'accord ne bougent pas, 10.000 ouvriers sont en grève le 27 février, grève sauvage bien sûr, qui s'étend peu à peu aux autres usines.

Parmi les syndicats qui ont signé l'accord, il y en a deux, le T.G.W.U. et l'A.E.F.; cela ne dit pas grand'chose de savoir que le T.G.W.U. est le puissant syndicat des transports et l'A.E.F. celui de la métallurgie; il est plus important de savoir que les syndicats, bien qu'appartenant tous aux Trade Unions, sont restés des syndicats de métier. A l'intérieur d'une usine d'automobiles, existent 15, 20 et même plus syndicats qui ont des adhérents dans tous les secteurs de l'usine. La persistance de cette structure a favorisé l'indépendance des shop-stewards (délégués d'atelier) et donné leur caractère particulier aux grèves sauvages (I).

La recherche d'une plus grande efficacité des bureaucraties syndicales en raison de leur intégration au niveau de l'état, conduit à la nécessité d'une refonte de tout l'appareil syndical. Il en résulte des rivalités entre appareils syndicaux, et ce sont ces rivalités qui peuvent expliquer que le T.G.W.U. d'abord, puis l'A.E.F. ensuite, se trouvèrent contraints, sous la pression de la grève, à déclarer celle-ci "officielle" et à rompre ainsi l'accord qu'ils avaient signé une quinzaine auparavant. La lutte des travailleurs avait fait éclater les contradictions au niveau des bureaucraties patronale, gouvernementale, et syndicales.

Cela ne faisait nullement l'affaire de Ford. Où allait-on dans un état policé si un partenaire signait un contrat et le reniait quelques jours plus tard. On ne peut attaquer en justice les grévistes qui ne sont liés par aucun accord, mais on peut attaquer une personne morale, légalement reconnue, le syndicat, quand il ne veut pas honorer sa signature. Tout comme dans n'importe quel contrat commercial. Ford traîne donc devant le tribunal le T.G.W.U. et l'A.E.F. pour qu'il soit décidé par la justice bourgeoise, qu'ils cessent de soutenir la grève, et qu'ainsi elle redevienne une grève illégale, non officielle, sauvage.

Les syndicats proposèrent alors de travailler à la reprise du travail, si Ford retirait les clauses anti-grèves de l'accord, clauses qu'ils avaient allègrement signées 15 jours auparavant et qu'ils avaient également accepté dans d'autres entreprises. Un bonze syndical proposa "d'échanger" les clauses anti-grèves contre d'autres sur la productivité.

(I) en janvier 69 le livre blanc "Au lieu d'un conflit, une politique pour des relations sociales" donne la moyenne annuelle des grèves sauvages de 64 à 67: 2150 grèves sauvages (666.000 ouvriers) contre 84 grèves officielles (85.000 ouvriers); plus de 95% des grèves sont donc des grèves sauvages.



Pendant ce temps, la grève s'était étendue et le 28 février, elle était totale pour les 40.000 ouvriers des 23 usines Ford d'Angleterre. Le 4 mars, 2000 ouvriers étaient mis à pied à l'usine de Genk, Belgique, et la production était réduite de 25% à celle de Cologne en Allemagne. Situation bien embarrassante. Le gouvernement social démocrate soutenu par les syndicats ( Les Trade Unions finançant le Labour Party) cherchant depuis des années les moyens de mater les ouvriers anglais et d'enrayer les grèves sauvages, était contraint de poursuivre en justice et de condamner les syndicats pour avoir rompu un accord qui précisément essayait d'enrayer les grèves sauvages. Et cela parce que les ouvriers concernés faisaient grève pour pouvoir continuer à faire grève quand ils le désiraient pour leurs conditions de travail.

La justice fut aussi lente que la situation était embarrassante. On peut supposer que des interventions gouvernementales y étaient pour quelque chose. Le Tribunal mit 4 jours pour rendre un morceau de jugement le 6 mars en refusant de condamner les syndicats à respecter leur signature; l'accord conclu entre la direction de Ford et les syndicats n'avait, paraît-il, pas force de loi et les signataires étaient seulement liés par un engagement d'honneur. Le Tribunal se donnait 10 jours de plus pour savoir s'il obligerait les syndicats à retirer leur ordre de grève. A ce stade, la bataille entre les différentes bureaucraties syndicales et la direction, et entre les différentes bureaucraties syndicales elles-mêmes, faisait plaisir à voir. Un bonze syndical a démissionné de la commission nationale de conciliation de chez Ford en déclarant que l'affaire était une vendetta personnelle des deux syndicats contre le chef du personnel de chez Ford. Un autre bonze syndical a prétendu que " si Ford capitule devant ces syndicats, le gouvernement relèvera le gant dans les 24h." "Au lieu d'avoir à battre Ford, il faudra alors battre le gouvernement... ce qui est triste, c'est que, quand nous entrerons en négociations, nous affronterons un manque de confiance de l'autre côté... cela a secoué la confiance dans tout l'appareil de négociations collectives.."

Les choses en sont là, le 12 mars, et la grève continue aux usines Ford.

#### VAUXHALL-MOTORS - Ellesmere Port, près de Liverpool.

10 ouvriers travaillant à la fabrication de pièces de base des vitesses, se sont mis en grève sauvage le 27 février et peu à peu leur grève a bloqué toute la production de Vauxhall et forcé la direction à mettre à pied 7500 ouvriers le 4 mars. Le travail de ces 10 ouvriers les mettaient en contact avec de l'acide et pour cette raison, ils demandent une paye supplémentaire de 6 pence de l'heure (30 frs) pour leurs conditions spéciales de travail. Tous les efforts de l'entreprise ou des dirigeants syndicaux pour ramener les grévistes à reprendre le travail ont échoué. La direction parle de l'action déplorable d'un très petit nombre d'ouvriers qui, contre l'avis de leur syndicat, privent de travail des milliers de leurs collègues. La seule réplique qu'elle a trouvé à cette grève fut de mettre à pied le 6 mars, les 10 ouvriers, mais cela n'a finalement rien changé à la situation, car le lundi 10 mars, 14.000 ouvriers des usines du trust, devaient être mis à pied. Les 10 ouvriers ont, en fin de compte, accepté de reprendre le travail, le mardi 11 mars, alors que la direction acceptait d'ouvrir immédiatement des pourparlers pour étudier les conditions spéciales de salaires, pour les ouvriers des différentes parties de l'usine travaillant dans des conditions difficiles; le cas des 10 grévistes sera examiné en premier, dès le mercredi 12.

oooooooooooo

PEUGEOT /: nous possédons peu d'informations sur la grève Peugeot. Les journaux ont donné l'impression que, contrairement à la grève du Mans, ce sont des petits groupes, qui par une "action d'avant-garde" ont tenté de déclencher un mouvement. Mais ce peut-être tout autant inexact. Les camarades qui ont des contacts dans la région peuvent tenter de savoir ce qu'il en est exactement et écrire un texte pour I.C.O.



## **Ce que nous sommes, ce que nous voulons**

*Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.*

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

## **informations correspondance ouvrières**

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>  
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**  
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.